

# LES ESTIMATIONS DU REVENU NATIONAL DU VIETNAM EN 1956

SUPPLÉMENT AU BULLETIN ÉCONOMIQUE  
DE LA BANQUE NATIONALE DU VIÊT-NAM

REVUE TRIMESTRIELLE

N° 3 — Année 1958

---

SERVICE DES ÉTUDES

## AVANT - PROPOS

---

*Cette étude présente les estimations du Revenu national du Viêt-Nam en 1956 ainsi que les révisions des estimations de l'année 1955. Elle a été le résultat du travail du Groupe du Revenu national à la Banque Nationale du Viêt-Nam avec non seulement la coopération de plusieurs organismes gouvernementaux tels que l'Institut National de la Statistique, le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, la Direction générale du Budget et de l'Aide extérieure, le Trésor général du Viêt-Nam, le Secrétariat d'Etat au Travail, la Direction des Mines et de l'Industrie et la Direction générale des Impôts mais encore de l'assistance technique qui nous a été fournie par l'U.S.O.M. en la personne de M. J. Crawford, U.S. Bureau of Census, expert du Revenu national, et du concours de M. W. Snyder, un des professeurs du Michigan State University Advisory Group. Nous tenons donc à remercier sincèrement ces organismes pour leur appréciable collaboration.*

*La présente étude se divise en trois parties principales :*

*Première partie : Concepts, Sources et Méthodes.*

*Deuxième partie : Tableaux de la Comptabilité nationale.*

*Troisième partie : Etude descriptive et analytique.*

## TABLE DES MATIÈRES

### PREMIERE PARTIE

#### CONCEPTS — SOURCES — METHODES

	PAGES
I. — Concepts fondamentaux .....	7
A. — Système de comptabilité nationale utilisé .....	7
B. — Notion de production .....	9
C. — Définition des principaux ensembles de la Compta- bilité nationale .....	10
II. — Données de base utilisées .....	11
III. — Méthodes d'estimation du produit intérieur brut .....	11
A. — Par la valeur ajoutée .....	11
B. — Par les dépenses imputées .....	17

### DEUXIEME PARTIE

#### TABLEAUX STATISTIQUES DU REVENU NATIONAL DE 1956 ET DE 1955 REVISE

TABLEAU	1. — Source et nature des statistiques sur la production.	23
—	2. — Source et nature des statistiques sur la consommation .....	24
—	3. — Revenu national en 1955 (révisé) .....	25
—	4. — Origine par branche d'activité du produit extérieur brut aux prix du marché en 1955 (révisé) ....	25
—	5. — Dépenses imputées au produit intérieur brut en 1955 (révisé) .....	26
—	6. — Composition des dépenses de consommation de l'Etat en 1955 (non révisé) .....	28
—	7. — Recettes et paiements de l'Etat en 1955 (non révisé). ..	28
—	8. — Recettes et dépenses du Gouvernement national en 1955 (non révisé) .....	30
—	9. — Transactions extérieures en 1955 (révisé) .....	31
—	10. — Revenu national (1956) .....	31
—	11. — Origine par branche d'activité du produit intérieur brut aux prix du marché (1956) .....	32
—	12. — Dépenses imputées au produit intérieur brut (1956). ..	33
—	13. — Composition des dépenses de consommation de l'Etat (1956) .....	34
—	14. — Recettes et paiements de l'Etat (1956) .....	35
—	15. — Recettes et dépenses du Gouvernement (1956) ....	37
—	16. — Transactions extérieures (1956) .....	37

TROISIEME PARTIE

ETUDE DESCRIPTIVE ET ANALYTIQUE	PAGES
I. — Vue d'ensemble .....	38
1. — Relations entre les agrégats en 1956 (graphique n° 17) .....	38
2. — Comparaison du produit intérieur brut des différentes branches d'activités de l'économie du Viêt-Nam en 1955 et 1956 (tableau n° 18, graphique n° 19) .....	39
3. — Comparaison des dépenses imputées au produit intérieur brut en 1955 et 1956 (graphique n° 20) .....	40
II. — Etude analytique :	
A. — Secteur privé .....	40
1. — Agriculture — Elevage et Pêche : tableau 21 (1) et (2) .....	41
2. — Industrie et Artisanat : tableau 21 (3) .....	42
3. — Commerce .....	45
B. — Gouvernement (graphiques 22 et 23) .....	46
III. — Comparaison internationale .....	47
A. — Structurale .....	47
Tableau 24 : Origine par branche d'activité du Produit intérieur du Viêt-Nam et de quelques autres pays (année 1956) .....	47
Tableau 25 : Eléments en termes de pourcentages du P.I.B. du Viêt-Nam et de quelques autres pays (année 1956) .....	47
B. — Globale .....	48
Tableau 26 : Population et Revenu national du Viêt-Nam et de quelques autres pays .....	48
Tableaux annexes :	
Tableau n° 27. — Graphique 28 : Prix de gros à Saigon .....	48
Tableau n° 29. — Graphique 30 : Prix à la consommation à Saigon .....	50

## LES ESTIMATIONS DU REVENU NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DU VIETNAM EN 1956

### INTRODUCTION

Dans les estimations du Revenu national de la République du Viêt-Nam en 1956, bien que des progrès sensibles aient été réalisés par rapport au travail des deux années précédentes, nous sommes néanmoins conscients de la nécessité d'améliorer encore la collecte des statistiques de base afin que les comptes nationaux établis puissent remplir le double rôle en tant qu'instrument de mesure de l'activité économique globale du pays et en tant que poteau indicateur de son développement économique futur.

Jusqu'ici, en effet, l'insuffisance du développement statistique constitue le handicap principal à notre tâche. Il a été décidé quand même de préparer et de publier les estimations ci-après, dans l'espoir que ce travail conduira à une plus grande prise de conscience aussi bien de l'utilité et de la signification des estimations du Revenu national que de la nécessité des mesures à prendre pour remédier à leurs imperfections actuelles. Avec l'expérience acquise des années précédentes nous pensons que les estimations

de 1956 ont pu être améliorées considérablement et cela grâce à l'usage de différents indicateurs plus détaillés et plus précis, spécialement en ce qui concerne les prix et à une évaluation plus soignée de quelques activités qui, dans l'état actuel, ne peuvent faire que l'objet d'estimations plus ou moins approximatives. Les estimations de l'année 1955 ont été également révisées là où des nouveaux renseignements ont été disponibles, et sur la base des mêmes méthodes que celles suivies pour les estimations de 1956 afin de réaliser une uniformité dans le travail et faciliter l'étude de l'évolution entre les deux années.

Nous devons noter toutefois que les chiffres obtenus ne peuvent pas être meilleurs que les statistiques qu'on nous a fournies. Là où des méthodes de recoupement sont possibles ou des enquêtes sur place peuvent être faites, nous avons pu vérifier certaines données afin de faire des corrections nécessaires. Mais, au-delà d'un certain point, nous sommes soumis aux incertitudes statistiques inhérentes à la plupart des pays techniquement peu développés.

### PREMIERE PARTIE

#### CONCEPTS — SOURCES — METHODES

##### I. — CONCEPTS FONDAMENTAUX

##### A. — Système de comptabilité nationale utilisé.

La préparation des estimations du Revenu national peut être abordée selon trois méthodes, chacune tend à l'examen des aspects différents des mêmes agrégats. La première consiste à faire l'estimation du *produit national net*, ce qui implique la détermination des valeurs nettes de production des différentes activités. La seconde, qui est la méthode du « *revenu* » consiste à mesurer le

produit national distribué aux facteurs de production. Enfin, la troisième méthode consiste à faire la somme des *dépenses nationales nettes*. Cette dernière méthode montre comment les mêmes agrégats sont disposés par ceux qui les ont reçus. D'une manière idéale, les estimations devraient être réunies par chacune des trois méthodes et ces estimations indépendantes devraient permettre une vérification mutuelle sur leur exactitude. Cependant, en pratique, surtout pour les pays où les statistiques de base sont encore insuffisamment développées, les agrégats sont

obtenus par une de ces trois méthodes ou par une combinaison partielle de deux méthodes. L'adoption d'une méthode et la classification des agrégats sont ainsi ordinairement conditionnées plutôt par la disponibilité des statistiques que par l'utilité d'une méthode particulière pour des fins de l'analyse économique ou des besoins de l'administration.

Les estimations du Revenu national du Viêt-Nam en 1956 résultent seulement de deux méthodes : la méthode du produit national net et celle des dépenses nationales. Toutefois, une grande partie des dépenses de consommation a été basée sur les estimations de production. La méthode du revenu n'a pas été utilisée et cela pour deux raisons principales. D'une part, il a été vraiment difficile d'évaluer les salaires à la campagne, car le plus souvent les paiements se font en nature et l'emploi est saisonnier. Pour les villes, étant donné l'insuffisance du développement de nos statistiques fiscales, le nombre des déclarations d'impôts directs disponibles est encore trop restreint pour pouvoir servir de base à l'évaluation du revenu total.

Que les estimations des agrégats nationaux résultent du produit, du revenu ou des dépenses, elles n'auraient cependant un intérêt et une utilité beaucoup plus généraux que si elles fournissent des renseignements classés par secteurs importants de l'économie et font une distinction essentielle entre les types de transactions. Pour cela, il faut concevoir un système de comptes correspondant à ces secteurs permettant de relier entre elles les diverses transactions connexes qui se nouent dans l'économie. Ces comptes renseignent également sur l'ampleur respective des flux économiques de la nation. Divers systèmes d'établissement des comptes nationaux sont possibles. Rarement deux pays adoptent exactement le même système avec les mêmes classifications. Dans les estimations du Revenu national du Viêt-Nam en 1956, nous n'avons pas dressé une série de comptes, mais plutôt une série de tableaux statistiques correspondant aux éléments de certains comptes du système des Nations-Unies. Pour permettre de saisir les traits distinctifs de notre méthode qui sera exposée plus loin, il serait utile de décrire brièvement quelques principaux systèmes tels que celui des Etats-Unis et surtout celui des Nations-Unies dont nous nous inspirons partiellement.

1° Dans le système des Comptes du Revenu national des Etats-Unis, l'économie est divisée en quatre secteurs : les Entreprises, les Ménages, le Gouvernement et le reste du monde

Trois catégories de Comptes sont établies : C. Production, C. Revenu et Dépenses, C. Epargne et Investissement. Ce dernier reflète les transactions de capital de tous les secteurs. Une caractéristique de ce système est que la production peut avoir place dans n'importe quel secteur, car un compte est établi pour chaque secteur de manière à intégrer également la production, le revenu et les dépenses de celui-ci.

2° Le système de comptabilité nationale des Nations-Unies divise l'économie, d'après la forme juridique de l'entité économique, en trois secteurs fondamentaux — les secteurs des Entreprises, des Ménages et de l'Etat (pour les définitions des secteurs, le lecteur pourrait se référer au Rapport des Nations-Unies : *Système de Comptabilité nationale et Tableaux connexes série F N° 2*).

Les Comptes établis sont au nombre de six :

- C 1 : Produit intérieur. Ce compte relève essentiellement l'ensemble des comptes « production » de l'économie.
- C 2 : Revenu national — lequel intègre les comptes « affectation » des entreprises et montre comment la valeur ajoutée à la production est redistribuée.
- C 3 : Formation de Capital intérieur — Ce compte comprend, outre la formation de capital des entreprises, le capital créé par les ménages, les organismes privés à but non lucratif et les services de l'Etat.
- C 4 : Ménages et Organismes privés à but non lucratif. Ce compte, divisé en deux parties, comprend un Compte courant qui correspond à un compte « affectation » et un compte « ajustement de capital ». Le capital créé par ce secteur est considéré comme du capital formé dans le secteur des Entreprises (C3) financé par un transfert qui vient en déduction, au Compte 4, du C3.
- C 5 : L'Etat.
- C 6 : Transactions extérieures. Ce compte intègre toutes les transactions des non-résidents. Comme le C4, les Comptes 5 et 6 comprennent également chacun un Compte courant et un Compte « ajustement de capital ».

3° Système adopté dans la Comptabilité nationale du Viêt-Nam. — Des deux systèmes décrits plus haut, nous avons choisi le système des Nations-Unies comme base de travail pour nos estimations du Revenu national, car nous pensons qu'il serait préférable, puisque nous

adoptons les concepts élaborés par les Nations-Unies, de s'inspirer dans une certaine mesure des méthodes suivies par celles-ci. Toutefois, comme la plupart de nos statistiques de base disponibles ne sont pas encore arrivées à un degré de précision désirable permettant d'évaluer d'une manière exacte les différents grands flux économiques que constitue l'ensemble des transactions, nous n'avons pas établi des comptes séparés pour chaque secteur de l'économie afin de limiter la portée des erreurs qui pourraient exister dans les estimations des agrégats. Nous avons divisé l'économie du Viêt-Nam en trois secteurs : Production, Consommation et Formation de Capital. A ces secteurs correspondent une série de tableaux statistiques qui présentent les détails des éléments de certains comptes seulement du système des Nations-Unies. Ainsi le Tableau 3 correspond au compte N° 2, les Tableaux 4 et 5 correspondent au compte N° 1, les Tableaux 6 et 7 correspondent au compte N° 5, le Tableau 9 correspond au compte N° 6.

Faute de renseignements statistiques sur l'accroissement des stocks aussi bien que sur l'épargne des sociétés, nous n'avons pas pu évaluer avec les éléments du Compte N° 3, la formation du capital intérieur, laquelle a été estimée suivant les statistiques disponibles d'après une autre méthode qui sera présentée plus loin.

## B) Notion de Production

Comme nous l'avons mentionné, les estimations du Revenu national du Viêt-Nam en 1956 résultent de deux méthodes : la méthode du produit national net et celle des dépenses nationales. Mais, comme la plupart des dépenses de consommations a été basée sur les estimations de production, nous pouvons dire que c'est plutôt le concept de production qui a été la base de nos estimations. Il est donc utile de rappeler la définition de cette notion fondamentale dont les explications détaillées ont été présentées dans le rapport des Nations-Unies (série F N° 2).

« Le concept de production, dans une économie monétaire, englobe tous les biens et services s'ils sont échangés contre de la monnaie. Cependant, la somme des transactions effectuées pendant une période donnée ne permet, à elle seule, de mesurer que les transactions brutes ou le chiffre d'affaires et qu'elle ne donne pas la production brute de l'économie sans double emploi. Il faut ainsi exclure la valeur des produits intermédiaires c'est-à-dire des produits qui sont utilisés dans la produc-

tion d'autres produits ou isoler les produits finis qui, dans une période donnée, n'ont pas été achetés par d'autres producteurs, ni imputés à leurs dépenses courantes, et ne peuvent donc, dans cette période, ajouter à la valeur de la production d'autres produits ». Dans l'annuaire des statistiques de la Comptabilité nationale publiée par les Nations-Unies en 1957, les experts ont rappelé les règles suivantes auxquelles obéit le concept de production :

« En ce qui concerne les producteurs primaires qui sont occupés dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la chasse, les industries extractives, toute leur production primaire qu'elle fasse ou non l'objet d'échanges et tous les autres biens et services produits ou échangés par eux entrent dans le total de la production. L'apport des autres producteurs comprend l'ensemble de leur production qui fait l'objet d'échanges et la partie non échangée de leur production dans leur branche d'activité ainsi que leur production primaire. On exclut donc de la production, le montant net de toute la production non primaire qui résulte de l'activité exercée par les producteurs en dehors de leur branche d'activité et qu'ils consomment eux-mêmes.

« On fera donc entrer dans la production non seulement le résultat de l'activité des entreprises, mais celui des travaux des ménages qui s'apparentent aux activités normalement exercées par les entreprises. Selon l'usage, on inclura le produit agricole consommé à la ferme ou payé en nature aux travailleurs agricoles. On fera entrer également dans la production la valeur locative des immeubles d'habitation occupés par leur propriétaire ainsi que les travaux de construction que le propriétaire a exécutés pour son propre compte.

« Mesure de la production. — La valeur de la production sans double emploi peut s'obtenir de trois façons. La première méthode consiste à additionner les produits bruts (ventes plus accroissement de stocks) de tous les producteurs et à en déduire les produits intermédiaires, c'est-à-dire les achats entre producteurs, la seconde méthode consiste à additionner directement les dépenses faites pour obtenir les produits finis en tenant compte de l'apport que représentent les articles importés. Enfin, il est possible d'obtenir séparément pour chaque producteur, la valeur qu'il ajoute à la valeur des produits intermédiaires qu'il utilise et d'évaluer ainsi sa contribution à la valeur globale de la production. Envisagée d'un point de vue différent, la

valeur ajoutée à la production représente la somme des salaires, profits et autres formes de revenus qui naissent de l'activité productive ».

**C. — Définition des principaux ensembles de la Comptabilité nationale**

(Réf. *Annuaire des Statistiques des Comptabilités nationales des Nations-Unies* — 1957).

« La somme des apports que chaque producteur qui réside dans le territoire fournit à la production globale équivaut au produit intérieur. Une partie de la valeur ajoutée qui représente cette production échoit à des fournisseurs étrangers de services de facteurs de production au lieu de revenir à des personnes qui résident normalement dans le pays. D'autre part, les producteurs résidents retirent une partie de leur revenu dans la rémunération de services de facteurs de production qu'ils fournissent à l'étranger. Si on ajuste le produit intérieur pour tenir compte de ce double courant de revenus de facteurs, en retranchant le flux sortant et en ajoutant le flux entrant, on obtient le produit national. Dans la production ainsi comprise, le capital fixe utilisé dans le processus de production n'est pas déduit du produit brut de chaque producteur puisqu'il n'est pas acheté à un autre producteur. Il y a donc lieu de le déduire du produit brut tel qu'il est défini plus haut pour obtenir le produit réel ou net de l'économie. Dans un système qui comporte des impôts directs et des subventions, la valeur du produit sur le marché excédera les revenus échus aux facteurs de production. L'excédent sera égal à celui des impôts indirects sur les subventions. D'où l'importance de chacun des concepts

a) du produit aux prix du marché

b) et du produit au coût des facteurs, estimations approchées, l'une de l'utilité marginale pour l'acheteur, l'autre du coût marginal pour le producteur. » Voici rappelées les définitions succinctes des divers concepts du produit données dans le Rapport des Nations-Unies (série F N° 2).

« Le produit national brut aux prix du marché est la valeur commerciale avant déduction des provisions pour consommation de capital fixe, du produit attribuable aux facteurs de production fournis par les agents qui résident normalement dans le pays. Il est identiquement égal à la somme des dépenses de consommation et de la formation brute de capital intérieur privée et publique et de l'excédent de la nation en compte courant. Cet excédent

est identiquement égal à la somme des exportations nettes de biens et services et des rentrées nettes de revenus de facteurs reçus de l'étranger.

« Le produit intérieur brut aux prix du marché est la valeur commerciale, avant déduction des provisions pour consommation de capital fixe, du produit attribuable aux facteurs de production situés sur le territoire du pays considéré. Il est identiquement égal à la somme des dépenses de consommation et de la formation brute de capital intérieur privée et publique, et des exportations nettes de biens et services du pays considéré. Il diffère du produit national brut aux prix du marché de ce qu'il ne comprend pas les rentrées nettes de revenus de facteurs reçus de l'étranger.

« Le produit intérieur brut au coût des facteurs est la valeur, au coût des facteurs, et avant déduction des provisions pour consommation de capital fixe, du produit attribuable aux facteurs de production situés sur le territoire du pays considéré. Il diffère du produit intérieur brut aux prix du marché en ce qu'il ne comprend pas l'excédent des impôts indirects sur les subventions.

« Le produit national net au coût des facteurs est la valeur, au coût des facteurs et après déduction des provisions pour consommation de capital fixe, du produit attribuable aux facteurs de production fournis par les personnes qui résident normalement dans le pays considéré. Il est identiquement égal au revenu national.

« Le revenu national est la somme des revenus correspondant aux facteurs de production fournis par les personnes qui résident normalement dans le pays considéré, avant déduction des impôts directs.

« Le revenu personnel est le revenu, quelle qu'en soit la source, des ménages et des organismes privés à but non lucratif. Il comprend la rémunération des travailleurs, le revenu des entreprises non constituées en sociétés, les dividendes, intérêts (après déduction de l'intérêt de la dette des consommateurs), les loyers nets et les transferts courants reçus par les ménages et par les organismes privés à but non lucratif. Il diffère du revenu national en ce qu'il exclut les revenus de facteurs qui ne sont pas reçus par les ménages ou des organismes privés à but non lucratif et qu'il inclut les transferts qui leur sont faits.

« Le revenu disponible des personnes est le revenu, quelle qu'en soit la source, des mé-

naçes et des organismes privés à but non lucratif, après déduction des impôts directs et autres paiements de transfert qu'ils effectuent. Il est identiquement égal à la somme des dépenses de consommation et de l'épargne des ménages et des organismes privés à but non lucratif ».

**II. — SOURCES DES DONNÉES DE BASE UTILISÉES**

Le Viêt-Nam ne possède que très peu de données statistiques économiques. Au cours des dernières années du moins, aucun recensement n'a été entrepris, si bien que les paramètres relatifs à la population, à l'agriculture, à la production industrielle et au commerce sont encore très incomplets. Dans cette situation, il a été souvent nécessaire de se fier aussi bien à des données fragmentaires qu'à des conjectures.

En général, nous nous sommes basés sur les estimations de production des récoltes fournies par le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, sur les études du budget familial faites par l'Institut National de la Statistique en mars 1957 dans les zones rurales et en août de la même année à Saigon-Cholon, sur le Budget du Gouvernement du Viêt-Nam publié par la Direction générale du Budget et sur les statistiques du Commerce extérieur préparées par la Direction générale des Douanes. De plus, nous nous sommes servis des données réunies directement par le Service des Etudes de la Banque Nationale : ce sont des déclarations sous forme de bilan partiel des profits et pertes faites par les grandes entreprises industrielles et commerciales, des réponses aux questionnaires envoyés aux entreprises choisies comme « échantillons » à Saigon-Cholon ; ces données sont complétées par des renseignements sur la production industrielle et artisanale réunis par la Direction des Mines et de l'Industrie. Nous avons également profité des études faites par le Groupe de l'Université de l'Etat de Michigan sur les budgets du Gouvernement national et des autres organismes gouvernementaux. Cependant, le plus souvent les données disponibles contiennent des erreurs et des imperfections statistiques qui nous ont empêché de les utiliser d'une manière uniforme et systématique.

Les estimations de production agricole ne sont pas basées sur les évaluations actuelles de la superficie plantée ou récoltée et les données disponibles ne se réfèrent pas aux évaluations actuelles des rendements. Ce sont plutôt des estimations faites par les fonctionnaires locaux. Les données sur le budget

familial, bien que fort utiles, sont malheureusement, pour les zones rurales, basées sur un nombre encore trop restreint d'échantillons qui ont été d'ailleurs choisis pour des raisons d'accessibilité et non pas d'après les méthodes scientifiques pour être généralement dignes de confiance ; elles ont été quand même utilisées conjointement avec les enquêtes faites à Saigon-Cholon.

On peut espérer, dans un proche avenir, améliorer les estimations du revenu des activités privées non agricoles grâce au recensement de la population et au sondage entrepris actuellement par l'Institut National de la Statistique. Cependant, pour les besoins de l'évaluation du produit du Commerce qui occupe une grande part dans le Revenu national du Viêt-Nam, nous pensons qu'il est nécessaire d'effectuer également un recensement des établissements commerciaux suivant leur type, leur importance et une enquête par sondage sur leurs ventes, leurs dépenses, ce qui nous permettrait en effet d'avoir des renseignements plus précis et plus abondants sur les salaires payés, les recettes et les dépenses effectuées à divers échelons du commerce. (*Deux tableaux récapitulatifs des sources employées se trouvent au début de la deuxième partie*).

**III. — MÉTHODES D'ESTIMATION DU P. I. B.**

A) Estimation du Produit intérieur brut par la valeur ajoutée ;

B) Estimation des dépenses imputées au Produit intérieur brut.

**A) Estimation du Produit intérieur brut par la valeur ajoutée :**

Les estimations de la valeur de la production ont été faites pour toutes les branches d'activités relativement importantes aussi bien que pour un nombre d'activités dont le rendement est assez faible.

Le terme « production » lorsqu'il est utilisé dans nos estimations à propos d'une activité déterminée se réfère à la valeur des biens et services produits et non à la valeur ajoutée par l'activité.

L'exemple suivant montre comment la valeur ajoutée a été estimée pour une activité déterminée, l'enseignement privé — la méthode est la même pour tous les types de production.

Estimation du P.I.B. de l'enseignement privé (en millions de V.N. piastres).

Valeur des services rendus (production) . . . . .	305
Moins : Achats de biens et services (livres, papier, électricité, etc...) . . . . .	4
Valeur ajoutée par l'enseignement privé (ou P.I.B. aux prix du marché) . . . . .	301
qui est composée de :	
Salaires et traitements des instituteurs et autres employés . . . . .	222
Bénéfice net des propriétaires . . . . .	70
Impôts directs . . . . .	2
Impôts indirects . . . . .	4
Dépréciation du capital fixe durant l'année . . . . .	3

Au point de vue concept, la valeur des biens et services rendus par les producteurs doit être ajustée pour toutes les variations de stocks afin d'obtenir la valeur de la production courante. Cependant, à l'exception de quelques estimations, il n'a pas été possible de procéder ainsi. Aussi, le Produit intérieur brut a-t-il été surévalué ou sous-évalué pour autant que la valeur des stocks a diminué ou augmenté respectivement pendant l'année.

Dans le tableau 4, deux séries de chiffres sont données : une pour la valeur ajoutée par chaque activité (le Produit intérieur brut aux prix du marché) et une autre pour le Produit intérieur brut au coût des facteurs. Le dernier chiffre est égal à la valeur ajoutée moins le montant estimé des impôts indirects payés et les provisions pour dépréciation. Ainsi, dans l'exemple ci-dessus, le Produit intérieur brut au coût des facteurs de l'enseignement privé est égal à 301 millions de V.N. \$ (la valeur ajoutée) moins 7 millions de V.N. \$, soit 294 millions de V.N. \$.

L'estimation de la valeur du Produit intérieur brut aux prix du marché a été basée surtout sur des statistiques de production et de prix. Cependant, ces statistiques ne sont pas disponibles pour tous les types de production. Pour certains d'entre eux, faute de renseignements précis sur la quantité de la production, la valeur de celle-ci a été estimée d'après les données de l'enquête sur le Budget familial, tels les cas de l'élevage, la pêche, les restaurants-bars-cafés, les soins médicaux. Dans d'autres cas, la valeur de la production a été estimée à partir de celle des matières premières utilisées (sucreries et confiseries, pains et pâtes alimentaires, articles en aluminium et en plastic, chaussures, constructions). A l'ex-

ception du Commerce dont la méthode d'évaluation sera exposée plus loin, le reste des estimations a été basé sur les renseignements sur la production recueillis auprès des producteurs eux-mêmes. Les paragraphes suivants résumant les méthodes utilisées pour estimer la valeur de la production des plus importantes activités énumérées dans le tableau 4, la méthode générale d'estimation de la valeur ajoutée ayant déjà été décrite ci-dessus.

1° *Agriculture et Elevage :*

La valeur ajoutée par l'Agriculture et l'Elevage ou le Produit intérieur brut de ce secteur a été définie comme la valeur de sa production, déduction faite de ses achats courants effectués auprès d'autres branches d'activités de produits et services utilisés dans la production.

Ceci étant, l'évaluation de la valeur de la production agricole a porté sur les produits principaux tels que le riz, le caoutchouc et sur une douzaine d'autres produits secondaires tels que les maïs, fruits, légumes, canne à sucre, thé, café, patate, manioc, haricot, pois, arachide, coco, sésame, etc...

Cependant, nous avons eu beaucoup de difficultés pour calculer le Produit intérieur brut des activités agricoles. En effet, comme dans tous les autres pays du monde, l'activité de l'agriculteur au Viêt-Nam est multiple et s'étend habituellement sur plusieurs catégories de cultures. A la différence du planteur d'hévéas, le riziculteur cultive souvent en même temps du maïs, des légumes, des arbres fruitiers ou se livre encore à l'élevage des animaux ou de la volaille, etc... Dans ces conditions, il a été très difficile et même impossible de distinguer la part du salaire, du profit, des impôts directs, de la dépréciation, etc... revenant séparément à chacune des activités sans commettre de double emploi.

Une autre difficulté réside dans les achats de biens et de services que les diverses activités agricoles effectuent entre elles. Ces achats sont multiples et doivent être, en principe, déduits de la valeur de la production pour obtenir le Produit intérieur brut.

En raison de ces difficultés et de l'absence de toute comptabilité dans l'agriculture, nous avons écarté la méthode d'estimation séparée et avons adopté la *méthode d'estimation globale* qui offre à notre avis plus de garantie que la première. Elle consiste à considérer l'*Agriculture et l'Elevage comme une vaste entreprise* dans laquelle les transactions internes

n'ont pas besoin d'être évaluées. Nous concevons tout simplement que cette vaste entreprise effectuée des ventes à l'extérieur et des achats de l'extérieur.

En outre, à la différence d'une firme industrielle, l'entreprise « Agriculture et Elevage » utilise une notable portion de sa production pour sa propre consommation. Ainsi, nous avons adopté le schéma suivant pour l'évaluation du Produit intérieur brut de l'Agriculture et de l'Elevage en 1956 :

a) Quantités produites effectivement dans l'année

- Moins : Semences ;
- Déchets ;
- Consommation des animaux ;
- Variation de stocks ;

Egale : Production brute (vente à l'extérieur + consommation à la ferme).

b) Valeur de la production brute (aux prix à la ferme)

- Moins : Achats de biens et services comprenant : engrais et insecticides et autres achats.

Egale : P.I.B. de l'Agriculture et de l'Elevage aux prix du marché.

- Moins : Impôts indirects.

Egale : P.I.B. de l'Agriculture et de l'Elevage au coût des facteurs.

D'après la méthode d'estimation exposée ci-dessus, on n'a pas déduit du Produit intérieur brut la provision pour amortissement du capital dans l'Agriculture et l'Elevage et cela pour des raisons suivantes :

- a) La dépréciation des maisons de fermiers a été déjà incluse dans le secteur « Loyer » ;
- b) Pour les autres biens comme les terrains, les animaux de trait, les outils agricoles, la dépréciation a été considérée comme déjà incluse dans les frais courants.

La méthode employée suppose bien entendu l'existence des statistiques de production et de prix à la ferme. Cependant, ces renseignements manquent dans quelques cas comme la production de la viande, de la volaille, des œufs. Pour la viande, les seules estimations disponibles ont été le nombre des bêtes abattues, la quantité consommée à la ferme n'a pas été incluse dans les statistiques disponibles. Pour ces trois produits, nous avons

donc été obligés d'utiliser les données de l'enquête sur le Budget familial. La méthode d'évaluation a été la suivante :

1° Des données de l'étude sur le Budget des familles rurales, nous avons calculé par personne :

- a) les recettes provenant de la vente de la viande, de la volaille et des œufs ;
- b) la valeur de la consommation à la ferme de viande, de volaille et d'œufs.

2° Nous avons estimé qu'il y avait environ 9 millions de producteurs agricoles et membres de leur famille.

3° Nous avons multiplié les séries d'estimations (a et b) de (1°) par l'estimation de (2°) pour obtenir la valeur de la production à la ferme. Les résultats obtenus ont été vérifiés par la méthode suivante :

4° Nous avons calculé les dépenses par personne pour la viande, la volaille et des œufs pour les familles rurales, les familles de la classe moyenne et de la classe ouvrière à Saigon.

5° Nous avons estimé qu'il y avait 9 millions de personnes ayant le même niveau de vie que la classe rurale, 2,5 millions de personnes ayant le même niveau de vie que la classe ouvrière à Saigon et 0,5 million ayant le même niveau de vie que la classe moyenne à Saigon (voir explication détaillée dans l'estimation de la consommation des produits alimentaires).

6° Nous avons multiplié les séries d'estimation de (4°) par celles de (5°) pour obtenir la valeur de la consommation.

7° Nous avons estimé la valeur d'achats effectués par les restaurants et pensions, par les entreprises (les pâtisseries) et par le Gouvernement (nourriture des militaires).

8° En l'absence de renseignements adéquats sur les prix à la ferme, nous avons dû comparer les prix payés par les consommateurs avec les prix de gros pour estimer les prix à la ferme.

9° Nous avons multiplié ensuite les valeurs des consommations (6° et 7°) par le coefficient

Prix reçu par le fermier  
-----  
Prix payé par l'utilisateur

pour avoir la valeur de la production vendue par les fermiers.

2° *La Pêche :*

Celle-ci constitue une des industries les plus difficiles à mesurer du fait de sa situation mobile et de sa nature irrégulière.

La production peut être évaluée d'après les enquêtes par sondage des prises débarquées et les données relatives à l'importance de la flottille et le prix moyen. Cependant, comme aucune statistique de ce genre n'a été disponible, nous avons été obligés d'estimer la production de cette activité en partant des résultats de l'enquête sur les Budgets de la famille.

Le procédé d'évaluation a été le suivant :

a) Estimation des dépenses faites par les familles rurales, les familles des classes ouvrière et moyenne des villes ;

b) Estimation de l'achat du poisson par l'industrie du nuoc-mam et par les restaurants ;

c) Comparaison des prix d'achat par les consommateurs avec les prix de gros pour faire une estimation des prix reçus par les producteurs ;

d) Multiplication des dépenses pour l'achat des produits de la pêche de (a), (b) par le coefficient  $\frac{\text{Prix reçu par le producteur}}{\text{Prix payé par l'utilisateur}}$  pour obtenir la valeur de la production vendue ;

e) A cette valeur, on a ajouté ensuite celle des poissons consommés par les producteurs eux-mêmes (estimée également sur la base de l'étude sur les budgets des familles rurales).

— De ce total qui représente la valeur de la production brute de la pêche, nous avons déduit les frais (estimés) de réparation des engins de pêche pour arriver à la valeur ajoutée.

— Du produit intérieur brut, on a déduit la valeur (estimée) de la dépréciation des barques de pêche pour arriver au Produit intérieur net au coût des facteurs. On n'a pas déduit les impôts indirects, car ces derniers ne frappent pas directement les producteurs, mais seulement les intermédiaires.

### 3° Industries et Artisanat

L'estimation de la production a été faite pour une trentaine d'industries différentes. Ici, la prédominance des petites entreprises fonctionnant encore à l'état artisanal pose de graves problèmes, car il est extrêmement difficile de recueillir, lors des opérations ordinaires de recensement, des données utilisables au sujet de ces établissements. En conséquence, diverses méthodes d'évaluation ont été utilisées.

Pour certains produits tels que les boissons, la glace, l'alcool, le tabac, les calculs ont été basés aussi bien sur les données fiscales que

sur les déclarations fournies par les maisons productrices. Pour d'autres produits, les estimations du Produit intérieur brut ont été faites soit suivant les données sur la production publiées par l'Institut national de la Statistique ou recueillies par la Direction des Mines et de l'Industrie et les renseignements (production, salaires, profits, impôts.) réunis au cours des enquêtes sur place dans les établissements pris comme échantillons relativement importants (cas de la peinture, du savon, de l'huile végétale), soit en partant de la quantité et de la valeur des matières premières utilisées (cas des constructions, des articles en caoutchouc ou en aluminium, du papier, de l'imprimerie, etc...). Enfin, pour certaines autres industries artisanales, la production a été estimée soit sur la base de la consommation connue ou présumée par habitant (exemple : les chaussures, la chapellerie) soit simplement sur des conjectures (exemple : les jonques et sampans).

#### Rizeries :

L'estimation de la production des rizeries a été faite en partant de la quantité de paddy usiné et des frais occasionnés par l'usinage. Ainsi, de la quantité totale de paddy produit dans la campagne 1955-1956 on a déduit les quantités entrant dans la semence, les déchets, l'alimentation du bétail et celles qui sont décortiquées à la ferme pour avoir la quantité de paddy usiné. C'est en multipliant ensuite celle-ci par les frais unitaires (par quintal), qu'on a pu obtenir le chiffre de production des rizeries.

#### Tissage et Confection des vêtements :

a) Le secteur Tissage comprend la fabrication des tissus locaux et des tricots avec des matières premières locales et importées. Du fait du manque de statistiques exactes sur le nombre de métiers en fonctionnement en cours d'année — car les ateliers ne travaillent pas d'une façon continue, il a été très difficile d'estimer la production en partant du nombre et de la capacité de production des métiers disponibles. L'estimation de la valeur ajoutée par cette industrie travaillant pour la plupart à l'état artisanal, a été donc basée sur la quantité des matières premières importées et produites localement.

b) La confection des vêtements : Etant donné également la carence totale des renseignements adéquats sur l'activité de confection, nous nous sommes basés sur la valeur totale au détail des tissus importés et locaux pour estimer le coût de confection.

#### Forêts et Scieries :

Cette industrie comprend l'abattage des arbres, le découpage, le transport et le sciage du bois, la coupe du bois de feu, la fabrication du charbon de bois et la production des autres produits forestiers. Les données quantitatives sur la production ont été fournies par l'Institut national de la Statistique, sur les prix par la Direction des Eaux et Forêts.

#### Chaussures, Maroquinerie, Chapellerie :

La production des chaussures et maroquinerie a été évaluée à partir de la valeur des cuirs importés et fabriqués localement. De l'examen du décompte des prix et des renseignements recueillis auprès des maisons productrices, on a estimé le pourcentage de la valeur des matières premières entrant dans la fabrication ainsi que de la valeur du salaire payé aux ouvriers qui, dans cette branche, travaillent habituellement à la pièce et non à la journée, du profit réalisé et des impôts payés.

#### Loyers :

Dans l'estimation de la part du loyer dans le Produit intérieur brut, nous avons pris en considération le loyer payé pour les habitations et la valeur locative imputée des habitations occupées par les propriétaires eux-mêmes. Ceci étant, deux méthodes d'évaluation ont été utilisées conjointement :

1° Estimation suivant le nombre et la nature des habitations.

2° Estimation suivant les dépenses pour loyer dans le budget familial.

Bien que les deux procédés nous aient permis d'aboutir sensiblement au même résultat, il n'existe cependant actuellement aucun moyen pour vérifier leur degré d'exactitude car les données de base pour la première méthode sont encore simplement des estimations plus ou moins approximatives et celles utilisées pour la seconde proviennent d'un nombre encore trop restreint d'échantillons pris à Saigon-Cholon. Avec un recensement à jour des habitations et de la population, on pourrait espérer améliorer substantiellement l'estimation actuelle.

#### Transport et Communications :

L'industrie du transport est parmi les industries, l'une des plus difficiles à mesurer. Elle comprend la partie organisée englobant les chemins de fer, les transports aériens et maritimes, les autobus municipaux, et la partie

non organisée avec les taxis, les camions, les cyclomoteurs et cyclopoûsses, et le transport fluvial.

Pour la première, les données qui ont servi de base à nos calculs ont été fournies par les entreprises elles-mêmes et sont considérées comme assez dignes de confiance ; mais pour la seconde les calculs ont été basés sur les chiffres de véhicules enregistrés et sur les estimations des recettes ou chiffres d'affaires.

En ce qui concerne les compagnies étrangères nous avons considéré comme faisant partie du revenu national seulement une partie du produit de celles-ci sous forme de salaires payés aux « résidents » au Viêt-Nam, de profits réalisés au Viêt-Nam, d'impôts payés et de dépréciation locale.

#### Commerce :

L'évaluation de la part du Commerce dans le revenu national peut se faire suivant différents procédés :

a) Estimation basée sur le recensement total donnant des renseignements aussi bien sur le nombre des établissements commerciaux de gros et de détail que sur leurs recettes et leurs dépenses (salaires, achats de biens et services, impôts payés, etc...)

b) Estimation basée sur l'activité d'un certain nombre d'échantillons de chaque type d'établissements commerciaux (de gros et de détail) ;

c) Estimation basée sur celle des marges brutes qui représentent la différence entre la valeur vente et la valeur achat, recueillies à chaque niveau du Commerce (import, export, grossiste, détaillant) et des flux de biens traversant chaque niveau ;

d) Estimation par la méthode du résidu en soustrayant du total des dépenses imputées au Produit intérieur brut, le Produit intérieur brut des autres secteurs excepté le commerce.

Pour 1956, manquant encore de données sur le nombre, l'importance et le volume d'affaires des établissements commerciaux que ce soit d'export, d'import, de gros ou de détail, nous avons considéré le produit du commerce comme étant un *résidu*. Ceci a été évalué en considérant d'abord la dépense totale sur le produit intérieur moins les importations, ce qui est égal au Produit intérieur brut aux prix du marché — puis en soustrayant de ceci le produit intérieur brut de toutes les activités excepté le commerce. Le résultat représente le produit intérieur brut du commerce aux prix du marché qui peut être défini comme étant la somme des ventes faites par tous les

établissements qui s'engagent dans le commerce moins leurs achats de biens et services. Il comprend tous les impôts indirects qu'ils paient y compris les droits de douane et la T.G.I. (Taxe générale intérieure), le loyer des locaux qu'ils occupent, la dépréciation sur les immobilisations et, dans quelques cas, un certain montant des activités de fabrication qui sont inextricablement liées aux activités commerciales. (Préparation des médicaments et des drogues, confection des bijoux, assemblage et réparation des montres, etc...)

Voici le schéma de l'opération :

Consommation des biens et services par les ménages et le gouvernement

Plus : Formation de capital brut

Plus : Exportation des biens et des services

Moins : Importations des biens et services

Egale : Dépenses imputées au produit intérieur brut

Moins : Produit intérieur brut total (excepté le P.I.B. du Commerce)

Egale : Produit intérieur brut du Commerce.

Il est à noter cependant que l'exactitude de cette méthode dépend de l'exactitude générale aussi bien des estimations des produits intérieurs bruts des secteurs autres que le commerce que des dépenses de consommation et de formation de capital.

En essayant de vérifier l'estimation du Produit intérieur brut du Commerce obtenu par la méthode du résidu, on a estimé la valeur de vente des principaux flux de produits entrant dans le commerce. Ceux-ci sont constitués par les produits domestiques primaires provenant de l'agriculture, de la pêche, des forêts et de l'exploitation des carrières estimées aux prix à la production. Les marges brutes estimées ont été appliquées suivant que le produit arrive directement au consommateur, ou entre comme un « input » dans les industries manufacturières locales, ou se vend à l'exportation. Il en a été de même pour les importations qui ont été réparties en celles entrant directement dans la consommation ou la formation de capital comme les biens d'équipement et celles entrant dans les industries locales de consommation ou de transformation. (L'estimation des marges brutes pour les produits importés a été basée sur l'enquête faite par le Groupe du Revenu national : *Réf. Bulletin Economique de la Banque Nationale du Viêt-Nam*, n° 9 du 15 mai 1958)

Quant aux produits industriels locaux ils ont été divisés aussi de la même façon en deux catégories : ceux qui entrent dans la consommation, la formation de capital comme le cas des constructions et ceux qui entrent dans les autres industries.

Chaque flux a été, en plus, divisé d'après le nombre probable de transactions par lesquelles il passe c'est-à-dire selon qu'il est vendu directement à l'utilisateur final par l'importateur ou le producteur ou qu'il passe par un ou plusieurs échelons du commerce. Les marges brutes estimées y compris les impôts indirects payés ont été appliquées à chacun de ces flux et la somme de ces marges brutes donne l'estimation du produit intérieur brut aux prix du marché du secteur Commerce.

**Gouvernement :**

Ce secteur inclut toutes les activités du Gouvernement. A l'exception des P.T.T. et des travaux de construction, ces activités sont mentionnées dans le Budget national, les budgets municipaux, provinciaux, ceux des villages, et des organismes autonomes (Chambre de l'Agriculture, les Chambres de Commerce, la Caisse des Pensions civiles, l'Institut national océanographique, l'Office national du Tourisme, l'Université du Viêt-Nam et Viêt-Nam Presse). Quant aux entreprises de l'Etat (P.T.T. compris) et entreprises publiques, elles ont été incluses dans les différentes activités auxquelles elles appartiennent (P.T.T. dans les Communications, Office national de Rééquipement électrique dans l'Electricité, Chemins de Fer du Viêt-Nam dans les Transports, etc...).

Pour les travaux de construction, ils ont été inclus dans le secteur « Construction » d'après la méthode utilisée pour estimer la valeur de production de celui-ci (voir note sur la Formation de Capital — Section B).

La valeur des services rendus par le Gouvernement ne peut pas être estimée par les méthodes habituelles parce qu'ils ne sont pas généralement destinés à être vendus. Les services de sécurité, de justice, d'éducation, etc... sont utilisés soit directement, soit indirectement par tous, sans que l'on paie directement pour chacun. En plus, on ne peut pas prendre comme base d'estimation de leur valeur le montant des impôts reçus parce que souvent ceux-ci ne couvrent qu'une portion des dépenses gouvernementales. La valeur des services rendus par le gouvernement est ainsi composée uniquement des salaires et traite-

ments payés au personnel civil et au personnel militaire (y compris les rémunérations en nature).

**B) Estimation des Dépenses imputées au Produit intérieur brut :**

La deuxième méthode que nous avons utilisée est celle des dépenses imputées au Produit intérieur brut. Il y a quatre catégories de dépenses imputées au Produit intérieur brut :

- 1° Consommation des ménages ;
- 2° Consommation du gouvernement ;
- 3° Formation de capital ;
- 4° Exportations.

Pour estimer la valeur des dépenses imputées au Produit intérieur brut du pays, il faut déduire du total des dépenses, la valeur des biens et services provenant du reste du monde (importations).

Des estimations séparées ont été préparées pour la plupart des principaux biens et services allant aux ménages et au Gouvernement et à la formation du capital intérieur fixe.

Dans la plupart des cas, les estimations des dépenses de consommations par les ménages et par le Gouvernement ne sont pas faites indépendamment des estimations de la production.

En outre, ces estimations sont évaluées au prix de détail excepté la construction et l'équipement de capital qui sont évalués au coût pour le consommateur final. Les exportations ont été évaluées au prix F.O.B. qui inclut tous les impôts perçus sur elles par le Viêt-Nam. Les importations ont été évaluées au prix C.I.F.

En général, les estimations de la consommation ont été faites en ajoutant à la valeur de la production locale et des importations allant aux ménages et au Gouvernement et à la formation de capital fixe, les droits de douane et les autres impôts indirects et les marges commerciales brutes estimées, c'est-à-dire tous les frais qui ont lieu du moment où les marchandises entrent au Viêt-Nam ou quittent le producteur domestique au moment où elles sont achetées par le consommateur final. Dans quelques cas, la quantité consommée estimée a été évaluée aux prix de détail directement. Dans d'autres cas, faute de renseignements statistiques adéquats, la valeur de la consommation a été basée sur les données provenant de l'étude sur le Budget familial. Ainsi nous avons utilisé cette dernière source de renseignements soit pour estimer directement certaines dépenses telles que les soins médicaux,

les repas pris dans les restaurants, soit pour vérifier les estimations déduites d'autres sources telles que les dépenses pour le loyer, soit dans certains cas pour obtenir un ordre de grandeur approximatif.

Par suite du manque de renseignements, nous avons dû souvent nous éloigner beaucoup des pratiques habituelles. Par exemple, les biens et services achetés par le Gouvernement ont été partiellement inclus dans les dépenses de consommation des ménages. De même, nous avons inclus les produits alimentaires et les boissons achetés par les restaurants dans les achats des ménages, bien que le total des premiers ait été retranché au bas du tableau pour éviter tout double emploi.

**Produits alimentaires :**

Les estimations des dépenses de consommation pour les produits alimentaires ont été faites soit directement à partir des estimations de la production ajustée des quantités importées ou exportées ainsi que des mouvements de stocks là où il a été possible, soit sur la base de la consommation par habitant présumée ou de données fournies par le budget familial.

Dans la comparaison des données extraites de l'enquête sur les dépenses familiales avec les estimations directes de la consommation des produits alimentaires, il a été nécessaire de pondérer les données provenant des dépenses de plusieurs familles afin d'estimer *approximativement* les dépenses totales de la population du pays. Ceci a été fait en supposant qu'en moyenne, 500 mille personnes étaient membres des familles qui avaient le même niveau de consommation des produits alimentaires que celui révélé par l'enquête sur le budget familial de la classe moyenne à Saigon-Cholon, que 2,5 millions auraient des dépenses qui sont égales au niveau des dépenses de la classe ouvrière à Saigon-Cholon et que 9 millions auraient approximativement celles de la population rurale telles qu'elles ont résulté de l'enquête opérée dans cette zone. Ces moyennes pondérées étaient basées sur l'estimation qu'il y avait environ :

- 400 mille personnes appartenant à la classe moyenne à Saigon et 100 mille dans le reste du pays ;
- 1,5 million de personnes à Saigon-Cholon appartenant à la classe ouvrière ou membres de familles de la classe ouvrière et environ 1,0 million dans le reste du Viêt-Nam ;
- 9 millions de personnes restantes appartenant à des familles rurales.

Aucune prévision spéciale n'avait été faite pour les membres des familles qui auraient des dépenses substantiellement plus grandes que celles indiquées par ces enquêtes. C'est pourquoi, nous avons surpondéré légèrement le nombre des personnes de la classe moyenne et de la classe ouvrière, espérant que cette surpondération permettrait de compenser partiellement la carence de données statistiques sur les dépenses de la classe aisée.

Sous certains aspects, les estimations résultant de cette méthode ne sont pas comparables avec celles obtenues directement à partir des données sur le budget familial.

D'autre part, alors qu'un effort avait été fait pour tenir compte dans l'enquête sur le Budget familial des produits alimentaires consommés par le producteur dans les régions rurales, il était apparu que les résultats reflètent approximativement plus les achats que la consommation, les différences principales proviennent des données sur la consommation pour le riz, les légumes et les fruits, denrées qui sont produites et consommées en grandes quantités par les familles productrices elles-mêmes. Un autre problème vient du fait que les dépenses pour les repas pris dans les restaurants étaient spécifiquement incluses dans les enquêtes sur le Budget familial alors que la consommation des produits alimentaires dans les restaurants n'avait pas été exclue des données sur les dépenses de consommation estimées directement. De plus, il y a un certain nombre de produits alimentaires en grande partie importés qui ne sont pas indiqués séparément dans les enquêtes sur le Budget familial, tels que le fromage, le beurre, les conserves de fruits, les bonbons, etc...

En dépit de ces difficultés de comparaison, il y a une similitude dans les dépenses totales telles qu'elles résultent des deux méthodes d'estimation si l'on tient compte de la part des produits alimentaires consommées par les producteurs eux-mêmes. Ainsi la dépense de consommation totale pour les produits alimentaires a été estimée à 31,9 milliards de V.N. \$ par la méthode des estimations directes de consommation et à 31,5 milliards d'après l'enquête sur les budgets familiaux. Point n'est besoin de dire que les totaux sont beaucoup plus proches que la plupart des postes individuels. Néanmoins, ils montrent que les deux séries d'estimations, très indépendantes l'une de l'autre, s'accordent substantiellement.

*Effets d'habillement et autres effets personnels :*

La valeur des dépenses pour ces articles est composée de :

- la valeur des vêtements confectionnés avec les tissus importés et les tissus locaux ;
- la valeur au détail des vêtements importés ;
- la valeur au détail des tricots et sous-vêtements produits localement.

*Combustibles — Eclairage — Eau :*

Du chiffre de la valeur de la production on a estimé les pourcentages de la consommation par les ménages et par le Gouvernement en déduisant la part estimée pour la consommation industrielle et commerciale.

*Soins médicaux et produits pharmaceutiques :*

L'estimation des dépenses pour soins médicaux et produits pharmaceutiques a été basée entièrement sur l'étude des budgets familiaux faite en 1957 par l'Institut national de la Statistique. Nous avons ainsi multiplié les dépenses par an et par personne de chaque classe (moyenne, rurale et ouvrière) avec les chiffres de population estimée pour celle-ci pour avoir le total des dépenses de consommation. En ce qui concerne les produits pharmaceutiques, l'estimation des ventes totales basées sur les importations et les productions locales (1.400 millions) s'est rapprochée de beaucoup des dépenses établies d'après les résultats de l'enquête sur les budgets familiaux (1.324 millions).

*Transports :*

Les dépenses pour le transport ont inclus simplement celles faites par les résidents et non-résidents au Viêt-Nam et ont exclu celles faites par les entreprises et le Gouvernement. Il est à noter cependant que la répartition de ces dépenses a été une pure estimation basée sur le total des recettes de chaque branche de transport en l'absence de renseignements précis.

*Achats divers de produits importés :*

Comme il n'a pas été possible de savoir exactement les achats divers faits par les ménages et le Gouvernement, nous avons inclus dans ce poste la valeur au détail de tous les produits finis importés pour la consommation (non inclus les articles de ménage) tels que les produits alimentaires divers non encore inclus dans les autres produits de consommation, les parfums, l'équipement pour photos, les films, les instruments de musique, les jouets, etc...

*Dépenses du Gouvernement :*

Celles-ci incluent seulement les dépenses courantes pour l'achat des biens et services (constructions d'intérêt uniquement militaire comprises). Les dépenses des entreprises de l'Etat et des entreprises publiques en sont exclues. Toutefois, pour éviter tout double emploi, on a retranché la partie des biens et des services achetés par le Gouvernement qui ont été inclus dans les estimations des dépenses de consommation par les ménages.

*Formation de capital :*

Au point de vue concept, la dépense pour la formation de capital doit inclure en plus de la formation brute de capital fixe, le changement en stocks de matières premières, de produits finis et semi-finis. Pourtant dans les estimations de la formation de capital des trois années consécutives (1954, 1955 et 1956) on n'a pas pu faire une évaluation des variations de stocks. Une telle estimation serait en effet trop hasardeuse en l'absence de toutes statistiques précises à l'heure actuelle. C'est pourquoi, la valeur de la formation de capital brut telle qu'elle ressort de nos calculs n'a été composée que de :

- la valeur des biens d'équipement importés entrant dans la formation du capital ;
- la valeur des constructions de jonques et sampans ;
- la valeur des constructions (routes, ponts, buildings et maisons).

La formation de capital net s'obtiendra en soustrayant de la valeur de la formation de capital brut — la dépréciation des maisons d'habitation, des bâtiments commerciaux, du transport, de la pêche et des autres industries.

On doit signaler cependant qu'à cause de la classification plutôt large des statistiques

d'importations, aussi bien que du manque de renseignements concernant l'usage final du poste, les estimations concernant la valeur des biens d'équipement et des matériaux de construction importés n'ont été que nécessairement approximatives. Seules les constructions constituent un des éléments les plus importants du poste « formation de capital ».

Pour les constructions, du fait que la plupart des maisons rurales sont érigées exclusivement avec des matériaux inflammables locaux et dont la durée d'existence est limitée, nous les avons exclues de nos calculs et pris en considération seulement des structures substantielles aussi bien de propriété publique que privée utilisant des matériaux importés (chaux, ciment, fer, acier...) et locaux (tuiles, briques, carreaux, tuyaux, pierres, bois). La valeur de la production a été calculée ensuite sur la base des enquêtes fragmentaires des coûts de construction. Une partie de cette valeur a été considérée comme la redécoration et la réparation des structures existantes, d'où elle doit être soustraite pour arriver à la valeur nette des nouvelles constructions.

*Exportations et Importations :*

La valeur des exportations employée dans nos calculs a été celle enregistrée par les Statistiques du Commerce extérieur et non celle indiquée dans la Balance des Paiements parce que celle-ci concerne uniquement les transactions financières qui peuvent présenter un certain décalage dans le temps avec les transactions physiques. Il est à noter que les exportations de services ont été exclues car nous estimons que la totalité a été achetée par les non-résidents au Viêt-Nam et incluse déjà dans les dépenses totales de consommation de services.

DEUXIÈME PARTIE

---

**TABLEAUX DES STATISTIQUES DU REVENU NATIONAL  
DES ANNÉES 1955 (REVISÉ) ET 1956**

---

*Symboles de la nature statistique :*

- ▶ PRIX.
- ◀ QUANTITÉS.
- PRIX ET QUANTITÉS.
- RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES.

TABLEAU I. — Sources et nature des Statistiques de production

DÉSIGNATION	Par sondage auprès des entreprises	Enquêtes auprès de toutes les entreprises	Directions et Services de l'Etat à l'Economie Nat.	Secrétariat d'Etat à l'Agriculture	Direction Générale du Budget et de l'Aide Extérieure	Institut National de la Statistique	Direction Générale des Douanes	Direction des Régies	Trésorerie Générale	Secrétariat d'Etat à l'Urbanisme et à l'Urbanisme	Office National des Changes	Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics	Etude sur les budgets de famille faite par l'Institut National de la Statistique	Enquêtes spéciales du Groupe de Revenu National
1. Agriculture et élevage				■		▼								▼
2. Pêche				▲										
3. Mines - Carrières			▲	■									■	
4. Salines			●											
5. Sucre			▼	●		▲								
6. Sucreries et confiseries	■													
7. Nuoc mam (Saumure)			▲	●										
8. Rizeries	▼					▼								
9. Boulangerie, pâtisserie, pâtes alimentaires	●		▲			▼								▲
10. Conserves alimentaires	■													
11. Alcool et produits alcooliques	■					▼								
12. Glace - Bière - Boissons gazeuses		■												
13. Tabacs et cigarettes								▲						
14. Habillement, tissage	▲	▼	▲											▲
15. Forêts - Scieries	▲			■		▲								
16. Ameublement	■													■
17. Articles en caoutchouc	■		▲											
18. Articles en aluminium	■													
19. Objets en plastic	■													
20. Tannerie	■													
21. Chaussures, maroquinerie, chapellerie	■						▲							▲
22. Tuilerie - Briqueterie - Poterie	■		▲											
23. Papier		■												
24. Allumettes		■						●						
25. Huiles végétales	■													
26. Savon dentifrice	■													
27. Peinture	▼					▲								
28. Oxygène - Acétylène - Gaz carbonique		■												
29. Constructions mécaniques et fonderie	■		●											
30. Imprimerie	■													
31. Jonques et sampans	▼					▲								
32. Constructions	▼		▲		■		▲			■		■		▲
33. Eaux - Electricité		■												
34. Transports - Communications	■				■	▲			▲		■	■		
35. Commerce														
36. Banques et usuriers														
37. Assurances	■									▲				
38. Loyer														
39. Enseignement privé	▼									■			■	
40. Avocats	■					▲								
41. Cinémas et théâtres	■													
42. Restaurants, Bars, Cafés, Hôtels	▼						■						■	
43. Coiffeurs	▼												■	▲
44. Blanchisseries	●													
45. Soins médicaux	●												■	
46. Services domestiques	▼												■	
47. Organismes internationaux.	■													■
48. Gouvernement					■				▲					

TABLEAU 2. — Sources et nature des Statistiques de consommation

DÉSIGNATION	Secrétariat d'Etat à l'Agriculture	Données sur l'importation et l'exportation publiées par la Direction Générale des Douanes	Estimé d'après l'évaluation de la production disponible, pour la consommation	Évalué d'après les études des budgets familiaux faites par l'Institut national de la Statistique	Institut National de la Statistique	Enquêtes spéciales du Groupe de Revenu National
1. Riz	◀	■			▶	
2. Pain, pâtisserie, pâtes alimentaires		■	▶			▶
3. Maïs	■	▶				▶
4. Viande	■	▶		■	▶	
5. Volaille	■	▶		■	▶	
6. Poisson	■	▶		■	▶	
7. Lait	■	▶		■	▶	
8. Fromages	■	▶		■	▶	
9. Œufs	■	▶		■	▶	
10. Beurre	■	▶		■	▶	
11. Huiles végétales	■	▶		■	▶	
12. Arachide - Coco - Sésame	■	▶	■		▶	
13. Légumes	■	▶		■	▶	
14. Patate, manioc, haricot, soja	■	▶		■	▶	
15. Fruits	■	▶			▶	
16. Canne à sucre	■	▶			▶	
17. Sucre	■	▶			▶	
18. Sucreries et confiseries	■	▶	■		▶	
19. Thé	■	▶			▶	
20. Café	■	▶			▶	
21. Nuoc mam (Saumure)	■	▶			▶	
22. Sel	■	▶			▶	
23. Poivre	■	▶			▶	
24. Conserves alimentaires	■	▶		■	▶	
25. Boissons gazeuses et eaux minérales	■	▶	■		▶	
26. Glace	■	▶	■		▶	
27. Bière	■	▶	■		▶	
28. Vins, eaux-de-vie, liqueurs	■	▶	■		▶	
29. Alcool de riz	■	▶	■		▶	
30. Tabacs et cigarettes	■	▶	■		▶	
31. Chaussures - Maroquinerie - Chapellerie	■	▶	■		▶	
32. Articles d'habillement	■	▶	■		▶	
33. Loyer	■	▶	■		▶	
34. Bois et charbon	■	▶	■		▶	
35. Pétrole	■	▶	■		▶	
36. Eau - Electricité	■	▶	■		▶	
37. Ameublement	■	▶	■		▶	
38. Articles de ménage	■	▶	■		▶	
39. Allumettes	■	▶	■		▶	
40. Savon dentifrice	■	▶	■		▶	
41. Blanchissage	■	▶	■		▶	
42. Soins médicaux et produits pharmaceutiques	■	▶	■		▶	
43. Services domestiques	■	▶	■		▶	
44. Transports	■	▶	■		▶	
45. Communications	■	▶	■		▶	
46. Bicyclettes, voitures, accessoires	■	▶	■		▶	
47. Essence, huile	■	▶	■		▶	
48. Cinémas - Théâtres	■	▶	■		▶	
49. Restaurants - Bars - Cafés - Hôtels	■	▶	■		▶	
50. Livres - Journaux - Périodiques	■	▶	■		▶	
51. Banques et usuriers	■	▶	■		▶	
52. Assurances	■	▶	■		▶	
53. Coiffeurs	■	▶	■		▶	
54. Enseignement privé	■	▶	■		▶	
55. Avocats	■	▶	■		▶	
56. Achats divers de produits importés	■	▶	■		▶	
57. Gouvernement	voir note détaillée					

TABLEAU 3

Revenu National en 1955 (révisé)

(En millions de V.N. \$)

Produit Intérieur Brut aux prix du marché		64.264
— Impôts indirects	6.338	
Moins :		
— Dépréciation	2.845	9.183
Egale : Produit Intérieur net au coût des facteurs		55.081
Moins : Paiements nets des revenus de facteurs à l'étranger		646
Egale : Revenu National		54.435

TABLEAU 4. — Origine par branche d'activité du Produit intérieur brut aux prix du marché en 1955 (révisé)

	ANNÉE 1955 (révisé)	
	Produit intérieur net au coût des facteurs	Produit intérieur brut aux prix du marché
	(millions de V.N. \$)	
<b>I — Agriculture — Elevage — Pêche :</b>		
1. — Agriculture et Elevage	12.211	12.330
2. — Pêche	3.340	3.370
<b>II — Industrie — Artisanat</b>		
3. — Mines et carrières	88	100
4. — Salines	46	58
5. — Sucre	25	32
6. — Sucreries et confiseries	116	127
7. — Nuoc mam — (saumure)	418	442
8. — Rizeries	308	398
9. — Boulangerie, Pâtisserie, Pâtes alimentaires	339	379
10. — Conserves alimentaires	6	8
11. — Alcool et produits alcooliques	47	61
12. — Glace, Bière, Boissons gazeuses	469	714
13. — Tabacs et cigarettes	311	1.101
14. — Tissage et confection des vêtements	706	761
15. — Forêts et scieries	574	780
16. — Ameublement	220	241
17. — Articles en caoutchouc	122	142
18. — Articles en aluminium	22	26
19. — Objets en plastic	45	49
20. — Tannerie	13	18
21. — Chaussures, Maroquinerie, Chapellerie	335	400
22. — Tuilerie, Briqueterie, Poterie	214	236
23. — Papier	11	20
24. — Allumettes	11	32
25. — Huiles végétales	67	77
26. — Savon, Dentifrice	85	95
27. — Peinture	4	6
28. — Oxygène, Acétylène, Gaz carbonique	19	21
29. — Constructions mécaniques et fonderie	112	123
30. — Imprimerie	308	348
31. — Jonques et sampans	8	9
32. — Constructions	1.301	1.361

TABLEAU 4. — Origine par branche d'activité du Produit intérieur brut aux prix du marché (1955 révisé) (suite)

	ANNÉE 1955 (révisé)	
	Produit intérieur net au coût des facteurs	Produit intérieur brut aux prix du marché
	(millions de V. N. \$)	
III — Services et Divers :		
✓ 33. — Eaux, Electricité .....	155	247
✓ 34. — Transports et Communications .....	2.046	2.520
✓ 35. — Commerce .....	14.217	19.030
✓ 36. — Banque et Usuriers .....	368	419
✓ 37. — Assurances .....	79	92
✓ 38. — Loyer .....	2.010	3.499
39. — Enseignement privé .....	175	181
40. — Avocats .....	41	43
41. — Cinémas et Théâtres .....	123	249
42. — Restaurants, Bars, Cafés, Hôtels .....	540	592
43. — Coiffeurs .....	770	840
44. — Blanchisseries .....	27	28
45. — Soins médicaux .....	998	1.028
46. — Services domestiques .....	1.317	1.317
47. — Organismes internationaux .....	816	816
✓ 48. — Gouvernement .....	9.498	9.498
Plus { Dépréciation .....	2.845	
{ Impôts Indirects .....	6.338	
Produit intérieur brut aux prix du marché .....	64.264	64.264

TABLEAU 5. — Dépenses imputées au Produit intérieur brut en 1955 (révisé)

	(En millions de V.N. \$)	
I. — Denrées alimentaires :		27.297
Riz .....	6.185	
Pain — Pâtisserie — Pâtes alimentaires .....	813	
Maïs .....	63	
Viande de porc, bœuf, buffle, chèvres .....	3.932	
Volaille (poulets et canards) .....	1.400	
Poissons, crustacés, mollusques .....	5.380	
Lait .....	443	
Fromage .....	103	
Oeufs .....	599	
Beurre .....	67	
Huiles végétales .....	130	
Arachide — coco — sésame .....	169	
Légumes .....	1.522	
Patate — manioc — haricot .....	845	
Fruits .....	2.482	
Canne à sucre .....	418	
Sucre .....	942	
Sucrieries et confiseries .....	236	
Thé .....	329	
Café .....	189	
Nuoc mam (saumure) .....	823	
Sel .....	130	
Poivre .....	47	
Conserves alimentaires .....	50	

TABLEAU 5. — Dépenses imputées au Produit intérieur brut en 1955 (révisé) (suite)

	(En millions de V.N. \$)	
II. — Boissons .....		1.732
Boissons gazeuses et eaux minérales .....	408	
Glace .....	253	
Bière .....	645	
Vins, eaux-de-vie, liqueurs .....	300	
Alcool de riz .....	126	
III. — Tabacs et cigarettes .....		1.788
IV. — Effets d'habillement et autres effets personnels .....		5.037
Chaussures, maroquinerie — Chapellerie .....	873	
Articles d'habillement .....	4.164	
V. — Loyer .....		3.660
VI. — Combustibles — Eclairage — Eau .....		915
Bois et charbon .....	246	
Pétrole .....	349	
Eau — Electricité .....	320	
VII. — Charges ménagères .....		2.234
Ameublement .....	549	
Articles de ménage .....	1.239	
Allumettes .....	47	
Savon et dentifrice .....	369	
Blanchissage .....	30	
VIII. — Soins médicaux et produits pharmaceutiques .....		3.505
IX. — Services domestiques .....		1.317
X. — Transports et Communications .....		3.688
Transports .....	2.427	
Communications .....	65	
Bicyclettes, voitures, accessoires .....	740	
Essence, huile .....	456	
XI. — Loisirs et divertissements .....		3.050
Cinémas et théâtres .....	373	
Restaurants — Bars — Cafés — Hôtels .....	2.397	
Livres — Journaux — Périodiques .....	280	
XII. — Services divers .....		1.293
Banques et usuriers .....	184	
Assurances .....	20	
Coiffeurs .....	884	
Enseignement privé .....	183	
Avocats .....	22	
XIII. — Achats divers de produits importés .....		1.478
XIV. — Gouvernement .....		14.058
Salaires et indemnités du personnel (civil, des forces armées) .....	9.498	
Autres biens et services .....	4.560	
Moins : — Produits alimentaires et boissons consommées dans restaurants, etc. ....	1.469	
— Achats de biens et services par le gouvernement inclus ci-dessus .....	1.900	
— Dépenses de consommation des ménages et du gouvernement .....	67.683	
— Formation brute de capital fixe intérieur .....	4.912	
Construction .....	3.309	
Equipement .....	1.603	
— Exportations des biens .....	2.424	
Moins : Importations des biens et services .....	10.755	
Dépenses imputées au Produit Intérieur Brut .....		64.264

TABLEAU 6. — Composition des dépenses de consommation de l'Etat en 1955 (non révisé)

(En millions de V.N. \$)

A) Par catégorie de dépenses :		
1° Rémunération des travailleurs .....		9.498
a) Traitements et salaires .....	4.450	
b) Soldes et indemnités du personnel des Forces armées. . .	5.048	
2° Achats effectués auprès d'entreprises et à l'étranger .....		4.560
a) A des fins militaires .....	1.701	
b) A des fins civiles .....	2.859	
3° Moins : Achats effectués par les ménages et les entreprises .....		—
Dépenses de consommation de l'Etat .....		<u>14.058</u>
B) Par affectation :		
1° Services généraux .....		2.704
2° Défense nationale .....		6.841
3° Justice et Police .....		1.457
4° Education et recherches .....		757
5° Services de Santé .....		347
6° Services sociaux particuliers .....		62
7° Transports et communications .....		1.222
8° Autres services .....		668
Dépenses de consommation de l'Etat .....		<u>14.058</u>
C) Par type d'autorité :		
1° Budget national et comptes hors budget .....		10.642
2° Budgets régionaux .....		1.433
3° Budgets provinciaux .....		1.139
4° Budgets municipaux .....		759
5° Budgets autonomes .....		85
Dépenses de consommation de l'Etat .....		<u>14.058</u>

TABLEAU 7. — Recettes et Paiements de l'Etat en 1955 (non révisé).

Désignation des recettes ou paiements	Montants (en V. N. \$)	Totaux (en V. N. \$)
<b>1 — Revenu de l'Etat provenant de ses domaines et entreprises.</b>		221.074.604
a) Revenu du Domaine .....	77.003.575	
dont : Budget national .....	5.673.437	
— P. M. S. ....	7.634.988	
— du Sud-Vietnam .....	640.677	
— des municipalités .....	1.283.019	
— des préfectures .....	11.771.457	
— des villages .....	50.000.000	
b) Bénéfices des entreprises du gouvernement .....	144.071.029	
<b>2 — (—) Intérêt de la dette publique</b>		28.000.000
Intérêts payés sur les dettes consolidées figurant au bilan de la B. N. V. N. :		
0,375 % sur 8.000.000.000		
et 0,40 % sur 2.331.187.174		
<b>3 — Impôts indirects</b>		6.338.274.441
Budget national .....	5.273.865.062	
— Centre Vietnam .....	52.451.321	
— Sud-Vietnam .....	422.676.266	
— P. M. S. ....	19.941.116	
— provinciaux .....	147.658.356	
— municipaux et préfectoraux .....	371.682.320	
— des villages .....	50.000.000	
<b>4 — Impôts directs</b>		686.000.192
Budget national .....	667.548.871	
— P. M. S. ....	18.451.321	

TABLEAU 7. — Recettes et paiements de l'Etat en 1955 (suite).

Désignation des recettes ou paiements	Montants (en V. N. \$)	Totaux (en V. N. \$)
<b>5 — Transferts courants en provenance des ménages et organismes privés à but non lucratif.</b>		749.647.819
Recettes des services publics rattachés aux différents budgets (centraux et locaux) :		
Budget national .....	300.628.495	
— Sud-Vietnam .....	333.491.771	
— Centre-Vietnam .....	41.183.499	
— P. M. S. ....	2.013.364	
— Municipalités .....	8.197.876	
— préfectures .....	64.132.814	
TOTAL REVENU COURANT DE L'ETAT .....		7.966.997.056
<b>6 — Dépenses de consommation</b>		14.058.650.204
Tous les budgets .....	13.364.762.293	
— Salaires .....	9.414.874.056	
— Achats .....	3.949.888.237	
Hors budgets .....	693.887.911	
— Salaires .....	83.174.572	
— Achats .....	610.713.339	
<b>7 — Subventions aux entreprises publiques</b>		47.717.031
<b>8 — Transferts courants aux ménages et aux organismes privés à but non lucratif</b>		966.707.580
Tous les budgets .....	524.814.256	
Budget national et budgets régionaux .....	519.574.230	
Budget Saigon-Cholon .....	5.240.026	
Hors budgets .....	441.893.324	
TOTAL DÉPENSES COURANTES DE L'ETAT .....		15.073.074.815
<b>9 — Épargne = Revenu courant moins dépenses courantes</b>		7.106.077.759
<b>10 — Transferts internationaux nets</b>		7.526.379.841
Déblocage du Fonds de Contrepartie de l'Aide Américaine .....	4.760.144.281	
pour dépenses militaires .....	3.740.785.713	
pour dépenses d'ordre général .....	436.218.050	
pour les réfugiés .....	582.500.000	
pour les dépenses du Budget national .....	640.518	
Aide directe .....	729.135.560	
à l'Etat .....	172.854.605	
aux réfugiés .....	556.280.955	
Aide française .....	2.037.100.000	
aide économique .....	7.100.000	
aide militaire .....	2.030.000.000	
<b>11 — Transferts de capital en provenance des ménages et organismes privés à but non lucratif</b>		—
<b>12 — Transferts de capital provenant des sociétés</b>		—
<b>13 — Moins transferts de capital aux ménages et aux organismes privés à but non lucratif</b>		277.093.550
aide directe aux réfugiés en biens d'équipement .....	145.093.550	
aide monétaire aux réfugiés pour la construction de leur habitation .....	132.000.000	
<b>14 — Moins transferts de capital allant à la formation de capital intérieur</b>		750.218.142
a) Financement de la formation du capital dans les services et les entreprises du gouvernement .....		
1 Tous les budgets .....	403.700.830	
Budgets civils (centraux et locaux) .....	189.002.796	
Entreprises du gouvernement .....	123.099.036	
Équipement militaire d'intérêt civil .....	91.598.998	
2 Hors budgets .....	346.517.312	
Aide directe .....	113.285.975	
Aide française .....	23.583	
Fonds de contrepartie .....	233.207.754	
b) Autres contributions à la formation de capital .....		—
TOTAL : MONTANT NET DES PRÊTS .....		(-)607.009.610

N.B. — Il est à noter que nous n'enregistrons dans les recettes du secteur public que les sommes provenant du Fonds de contrepartie qui ont été effectivement utilisées — le solde de ce compte non encore débloqué en 1955 s'élève à 1.673 millions.

TABLEAU 8. — Recettes et dépenses du Gouvernement national en 1955 (non révisé)

A) Gouvernement Central :		(En millions de V.N.)
Recettes totales		13.775
Impôts indirects	5.274	
Impôts directs	668	
Revenu du domaine	6	
Transferts courants provenant du secteur privé	301	
Transferts reçus de l'étranger	7.526	
Moins : Dépenses totales		12.012
Dépenses courantes pour biens et services	10.727	
Traitements et salaires	7.448	
Autres biens et services	3.279	
Subventions	48	
Secteur privé	—	
Entreprises publiques	48	
Subventions aux autres autorités	258	
Budgets régionaux	63	
Budgets municipaux et provinciaux	195	
Transferts courants au secteur privé	951	
Intérêt de la dette publique	28	
Egale : Epargne		1.763
Moins : Dépense pour formation de capital net		547
Moins : Transferts de capital au secteur privé		277
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)		+ 939
B) Gouvernements régionaux :		
Recettes totales		962
Impôts indirects	495	
Impôts directs	18	
Revenu du domaine	8	
Transferts provenant du secteur privé	378	
Subventions reçues des autres budgets	63	
Moins : Dépenses totales		1.512
Dépenses courantes pour biens et services	1.433	
Traitements et salaires	1.102	
Autres biens et services	331	
Subventions aux autres autorités municipales et provinciales	69	
Transferts courants au secteur privé	10	
Egale : Epargne		— 550
Moins : Dépenses pour formation de capital net		24
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)		— 574
C) Autorités provinciales, municipales et villageoises :		
Recettes totales		968
Impôts indirects	569	
Impôts directs	—	
Revenu du domaine	63	
Transferts courants provenant du secteur privé	72	
Subventions reçues des autres budgets	264	
Reçues du Budget central	195	
Reçues des Budgets régionaux	69	
Moins : Dépenses totales		1.904
Dépenses courantes pour biens et services	1.899	
Traitements et salaires	950	
Autres biens et services	949	
Transferts courants au secteur privé	5	
Egale : Epargne		— 936
Moins : Dépenses pour formation de capital net		56
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)		— 992
D) Entreprises du Gouvernement :		
Revenu net	144	
Moins : Dépenses pour formation de capital	123	
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)		+ 21
Total général des excédents nets ou déficits nets		
A) Gouvernement Central	+ 939	
B) Gouvernements régionaux	— 574	
C) Autorités provinciales, municipales et villageoises	— 992	
D) Entreprises du Gouvernement	+ 21	
Excédent net (+) ou déficit net (—)	— 608	

TABLEAU 9. — Transactions extérieures en 1955 (révisé)

		(En millions de V.N. \$)
1° Exportations de biens et services		4.283
a) Marchandises	2.056	
b) Transports	3	
c) Voyages	39	
d) Gouvernement	2.063	
e) Divers	122	
2° Revenus de facteurs provenant du reste du monde		4
Recettes courantes provenant du reste du monde		4.287
3° Importations de biens et services		11.388
a) Marchandises	9.845	
b) Transports	176	
c) Voyages à l'étranger	356	
d) Gouvernement	99	
e) Divers	912	
4° Revenus de facteurs versés au reste du monde		655
Paiements courants au reste du monde		12.043
5° Excédent de la nation en Compte Courant		— 7.756
6° Transferts internationaux reçus		11.816
a) Par les Sociétés	9	
b) Par l'Etat	11.560	
dont : Aide américaine	9.530	
Contributions par le Gouvernement français aux dépenses de la défense du Viêt-Nam	2.030	
c) Echanges compensés et variations des comptes Efac	247	
7° Transferts internationaux effectués		— 359
a) Par les Sociétés	307	
b) Par l'Etat	52	
Variations des avoirs en devises du Viêt-Nam		3.701

TABLEAU 10. — Revenu National (1956)

Produit intérieur brut aux prix du marché	69.419
Moins	
— Impôts indirects	6.335
— Dépréciation	2.827
	9.162
Egale : Produit intérieur net au coût des facteurs	60.257
Moins : Paiements nets des revenus de facteurs à l'étranger	761
Egale : Revenu National	59.496

TABLEAU 11. — Origine par branche d'activité du Produit intérieur brut aux prix du marché. (1956)

	ANNÉE 1956	
	Produit intérieur net au coût des facteurs	Produit intérieur brut aux prix du marché
	(en millions de V.N. \$)	
<b>I — Agriculture — Élevage — Pêche :</b>		
1. — Agriculture et Élevage.....	14.242	14.404
2. — Pêche.....	3.940	3.980
<b>II — Industrie — Artisanat :</b>		
3. — Mines et carrières.....	143	162
4. — Salines.....	33	47
5. — Sucre.....	36	45
6. — Sucreries et confiseries.....	137	150
7. — Nuoc mam (sauce de poisson).....	508	536
8. — Rizeries.....	345	442
9. — Boulangerie, Pâtisserie, Pâtes alimentaires.....	369	409
10. — Conserves alimentaires.....	6	8
11. — Alcool et produits alcooliques.....	115	151
12. — Glace, Bière, Boissons gazeuses.....	593	766
13. — Tabacs et cigarettes.....	250	1.060
14. — Tissage et Confection.....	779	838
15. — Forêts et scieries.....	753	1.004
16. — Ameublement.....	269	296
17. — Articles en caoutchouc.....	109	127
18. — Articles en aluminium.....	36	40
19. — Objets en plastique.....	37	40
20. — Tannerie.....	31	34
21. — Chaussures, Maroquinerie, Chapellerie.....	381	452
22. — Tuilerie, Briqueterie, Poterie.....	302	339
23. — Papier.....	15	25
24. — Allumettes.....	17	45
25. — Huiles végétales.....	60	69
26. — Savon, dentifrice.....	85	94
27. — Peinture.....	9	14
28. — Oxygène, Acétylène, Gaz carbonique.....	16	18
29. — Constructions mécaniques et fonderie.....	108	134
30. — Imprimerie.....	409	456
31. — Jonques et sampans.....	31	41
32. — Constructions.....	1.044	1.095
	7.026	8.927
<b>III — Services et Divers :</b>		
33. — Eaux, Électricité.....	242	314
34. — Transports et communications.....	1.939	2.401
35. — Commerce.....	15.864	20.516
36. — Banques et Usuriers.....	516	529
37. — Assurances.....	69	110
38. — Loyer.....	2.049	3.566
39. — Enseignement privé.....	294	301
40. — Avocats.....	45	47
41. — Cinémas et Théâtres.....	129	258
42. — Restaurants, Bars, Cafés, Hôtels.....	617	670
43. — Coiffeurs.....	800	880
44. — Blanchisseries.....	35	36
45. — Soins médicaux.....	998	1.028
46. — Services domestiques.....	1.450	1.450
47. — Organismes internationaux.....	132	132
48. — Gouvernement.....	9.870	9.870
	60.257	
Plus : Dépréciation.....	2.827	
Impôts indirects.....	6.335	
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché.....</b>	<b>69.419</b>	<b>69.419</b>

TABLEAU 12. — Dépenses imputées au Produit intérieur brut (1956)

(En millions de V.N. \$)

<b>I. — Dentrées alimentaires</b> .....		31.886
Riz.....	7.981	
Pain — Pâtisserie — Pâtes alimentaires.....	869	
Mais.....	85	
Viande de porc, bœuf, buffle, chèvres.....	4.864	
Volaille (poulets et canards).....	1.531	
Poissons, crustacés, mollusques.....	6.280	
Lait.....	474	
Fromage.....	33	
Œufs.....	680	
Beurre.....	139	
Huiles végétales.....	64	
Arachide — coco — sésame.....	136	
Légumes.....	1.637	
Patate — manioc — haricot.....	961	
Fruits.....	2.722	
Canne à sucre.....	240	
Sucre.....	1.027	
Sucreries et confiseries.....	381	
Thé.....	327	
Café.....	322	
Nuoc mam.....	880	
Sel.....	130	
Poivre.....	71	
Conserves alimentaires.....	52	
<b>II. — Boissons</b> .....		1.911
Boissons gazeuses et eaux minérales.....	435	
Glace.....	186	
Bière.....	788	
Vins, eaux-de-vie, liqueurs.....	104	
Alcool de riz.....	398	
<b>III. — Tabacs et cigarettes</b> .....		1.839
<b>IV. — Effets d'habillement et autres effets personnels</b> .....		4.554
Chaussures, maroquinerie — Chapellerie.....	842	
Articles d'habillement.....	3.712	
<b>V. — Loyer</b> .....		3.729
<b>VI. — Combustibles — Eclairage — Eau</b> .....		1.114
Bois et charbon.....	292	
Pétrole.....	416	
Eau — Electricité.....	406	
<b>VII. — Charges ménagères</b> .....		2.222
Ameublement.....	439	
Articles de ménage.....	1.301	
Allumettes.....	65	
Savon et dentifrice.....	376	
Blanchissage.....	41	
<b>VIII. — Soins médicaux et Produits pharmaceutiques</b> .....		4.230
<b>IX. — Services domestiques</b> .....		1.450
<b>X. — Transports et Communications</b> .....		3.284
Transports.....	2.122	
Communications.....	77	
Bicyclettes, voitures, accessoires.....	482	
Essence, huile.....	603	
<b>XI. — Loisirs et divertissements</b> .....		3.479
Cinémas et théâtres.....	387	
Restaurants — Bars — Cafés — Hôtels.....	2.719	
Livres — Journaux — Périodiques.....	373	
<b>XII. — Services divers</b> .....		1.487
Banques et usuriers.....	210	
Assurances.....	28	
Coiffeurs.....	910	
Enseignement privé.....	305	
Avocats.....	34	

TABLEAU 12. — Dépenses imputées au Produit intérieur brut (1956) (suite)

		(En millions de V.N. \$)
XIII. — Achats divers de produits importés		1.182
XIV. — Gouvernement		13.208
Salaires et indemnités du personnel (civil, des forces armées)	9.870	
Autres biens et services	3.338	
		75.575
Moins : — Produits alimentaires et boissons consommées dans restaurants, etc.	1.701	
— Achats de biens et de services par le gouvernement inclus ci-dessus	1.400	3.101
— Dépenses de consommation des ménages et du gouvernement		72.474
— Formation brute de capital fixe intérieur		4.021
Construction	2.721	
Equipement	1.300	
— Exportations des biens		1.579
Moins : — Importations des biens et des services		8.655
<b>Dépenses imputées au Produit Intérieur Brut</b>		<b>69.419</b>

TABLEAU 13. — Composition des dépenses de consommation de l'Etat (1956)

A) Par catégories de dépenses :		
1° Rémunération des travailleurs		9.870
a) Traitements et salaires du personnel civil	4.686	
b) Soldes et indemnités du personnel des Forces armées	5.184	
2° Achats effectués auprès d'entreprises et à l'étranger		3.338
a) A des fins militaires (exclusivement nourriture, vêtements, soins médicaux)	1.114	
b) A des fins civiles	2.224	
Moins : achats effectués par les ménages et les entreprises		—
<b>Dépenses de consommation de l'Etat</b>		<b>13.208</b>
B) Par affectation :		
1° Services généraux		1.647
2° Défense Nationale		6.298
3° Justice et Police		2.227
4° Education et Recherches		1.003
5° Services de Santé		427
6° Services sociaux particuliers		121
7° Transports et Communications		1.244
8° Autres services		241
<b>Dépenses de consommation de l'Etat</b>		<b>13.208</b>
C) Par type d'autorité :		
1° Budget national		10.609
2° Budgets provinciaux		1.096
3° Budgets municipaux et préfectoral		822
4° Budgets des villages		235
5° Organismes autonomes n.c. Entreprises de l'Etat		56
6° A. E. A.		361
Différences statistiques		29
<b>Dépenses de consommation de l'Etat</b>		<b>13.208</b>

TABLEAU 14. — Recettes et paiements de l'Etat en 1956

		(En millions de V.N. \$)
1° Revenu de l'Etat provenant de ses Domaines et Entreprises		142
a) Revenu du Domaine		269
dont :		
Budget national	59	
Caisse des Pensions Civiles	42	
Comptes hors Budget	50	
Budgets provinciaux	31	
— municipaux	17	
— des préfectures	101	
— des villages	53	
b) Bénéfices des Entreprises du Gouvernement (y compris les P.T.T.)		— 127
2° (—) Intérêt de la Dette Publique :		
Intérêts sur les dettes consolidées figurant au bilan de la B.N.V.N.		28
0,375 % sur 8.000.000.000		
0,40 % sur 2.331.187.174		
3° Impôts indirects		6.335
Budget national		5.395
Douanes	1.796	
Régie	1.246	
Taxe sur chiffres d'affaires (y compris surtaxe d'armement)	991	
Patente et autres droits	489	
Impôt foncier	92	
Recettes des Services administratifs	150	
Divers	631	
Budgets provinciaux		231
C.V.N.	50	
S.V.N.	178	
P.M.S.	3	
Budgets municipaux		82
Budgets de préfecture		460
Budgets des villages		167
4° Impôts directs		814
Budget national		814
Impôts sur bénéfices et valeurs mobilières	681	
Autres impôts directs	133	
<b>Total revenu courant de l'Etat</b>		<b>7.263</b>
5° Dépenses de Consommation		13.208
Budget national, A.E.A., Organismes autonomes du Gouvernement :		
a) Personnel	7.567	
b) Matériel	3.459	
Budgets provinciaux, municipaux, préfectoral :		
a) Personnel	1.181	
b) Matériel	766	
Budgets des villages :		
a) Personnel	190	
b) Matériel	45	
6° Subventions aux Entreprises publiques		0
7° Transferts courants aux Ménages et Organismes privés à but non lucratif		529
a) Dons à Institut Pasteur, Institut du Cancer, Orphelinat de Thu-Duc	15	
b) Réfugiés	514	
<b>Total dépenses courantes de l'Etat</b>		<b>13.737</b>
8° Epargne : Revenu Courant moins Dépenses Courantes		6.474

TABLEAU 14. — Recettes et paiements de l'Etat en 1956 (suite)

	(En millions de V.N. \$)
9° Transferts internationaux nets	7.859
— Débloccage du Fonds de Contrepartie de l'Aide américaine	7.832
— pour dépenses militaires	5.738
— pour dépenses d'ordre général	809
— pour les réfugiés	895
— Aide directe	390
— Aide française	27
— pour dépenses d'ordre général	8
— pour dépenses d'ordre militaire	0
— pour les réfugiés	19
10° Transferts de Capital en provenance des Ménages et Organismes privés à but non lucratif	—
11° Transferts de Capital en provenance des Sociétés.	—
12° Moins : Transferts de Capital aux Ménages et Organismes privés à but non lucratif	500
— Aide directe aux réfugiés en bien d'équipement	100
— Aide aux réfugiés provenant du Fonds de Contrepartie	400
13° Moins : Transferts de Capital allant à la formation du Capital Intérieur	790
Financement de la formation du capital dans les Services et Entreprises du Gouvernement :	
1° Budget national	187
2° Aide provenant du Fonds de Contrepartie	222
3° Aide directe	87
4° Entreprise de l'Etat	113
5° Budgets provinciaux, municipaux, préfectoral	31
6° Budgets des villages	15
7° Constructions militaires d'intérêts civils	135
Egale : Excédent des recettes sur les dépenses	95

TABLEAU 15. — Recettes et dépenses du Gouvernement en 1956

A) Gouvernement Central :		
Recettes totales		14.135
Impôts indirects	5.395	
Impôts directs	814	
Revenu du domaine	59	
Transferts reçus de l'étranger	7.859	
Comptes hors Budget (net)	50	
Comptes Personnel civil	— 42	
Moins : Dépenses totales		11.741
— Dépenses courantes pour biens et services	11.026	
Traitements et salaires	7.567	
Autres biens et services	3.459	
— Subventions	0	
Secteur privé	0	
Entreprises publiques	0	
— Subventions aux autres autorités	158	
Budgets provinciaux	73	
Budgets municipaux	85	
— Transferts courants au secteur privé	529	
— Intérêts de la dette publique	28	
Egale : Epargne		2.394
Moins : Dépenses pour formation du capital net		631
Moins : Transferts de capital au secteur privé		500
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)		1.263
B) Autorités provinciales, municipales, préfectorale et villageoises :		
Recettes totales		1.300
Impôts indirects	940	
Impôts directs	0	
Revenu du domaine	202	
Subventions reçues du Budget national	158	

TABLEAU 15. — Recettes et dépenses du Gouvernement en 1956 (suite)

	(En millions de V.N. \$)
Moins : Dépenses totales	2.183
— Dépenses courantes pour biens et services	2.183
Traitements et salaires	1.371,3
Autres biens et services	811,4
— Transferts courants au secteur privé	0
Egale : Epargne	— 883
Moins : Dépenses pour formation du capital net	46
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)	— 929
C) Entreprises du Gouvernement :	
Revenu net (y compris P.T.T.)	— 127
Moins : Dépenses pour formation de capital	113
Egale : Excédent net (+) ou déficit net (—)	— 240
TOTAL GENERAL	
des excédents nets ou déficits nets.	
A) Gouvernement Central	1.263
B) Autorités provinciales, municipales, préfectorale et villageoises	— 929
C) Entreprises du Gouvernement	— 240
Excédent net (+) ou déficit net (—)	94
Erreur statistique	1
	<u>95</u>

TABLEAU 16. — Transactions extérieures (1956)

1° Exportations de biens et services	2.336
a) Marchandises	1.849
b) Transports	23
c) Voyages	23
d) Gouvernement	417
e) Divers	24
2° Revenus de facteurs provenant du reste du monde	4
3° Transferts invisibles reçus sur le marché libre et par la B.N.V.N.	288
Annulations et rétrocessions	8
Recettes courantes provenant du reste du monde	2.636
4° Importations de biens et services	8.675
a) Marchandises	7.638
b) Transports	58
c) Voyages à l'étranger	240
d) Gouvernement	90
e) Aide directe en services	156
f) Dépenses de la B.N.V.N. (y compris dépenses pour fabrication fiduciaire, mouvements de l'or non monétaire, annulations et rétrocessions)	130
g) Divers	363
5° Revenus des facteurs versés au reste du monde	765
Paiements courants au reste du monde	9.440
6° Excédent de la nation en compte courant	— 6.804
7° Transferts internationaux reçus	7.622
a) Par les Sociétés	2
b) Par l'Aide extérieure	7.620
8° Transferts internationaux effectués	402
a) Par les Sociétés (Désinvestissement)	177
b) Par l'Etat (F.M.I. et B.I.R.D. et opérations V.N. Japon)	122
c) Echanges compensés et variation des comptes E.F.Ac.	103
Variations des avoirs en devises du Viêt-Nam	<u>416</u>

TROISIEME PARTIE

ETUDE DESCRIPTIVE ET ANALYTIQUE

I. — Vue d'ensemble.

Si on examine la situation économique dans son ensemble d'après les tableaux statistiques présentés dans la deuxième partie, l'année 1956 a marqué un certain progrès par rapport à 1955 : Le Produit intérieur brut a augmenté de 8 %, la consommation du Secteur privé a marqué une progression de l'ordre de 10 %, celle du Gouvernement a diminué de 6 %. Toutefois, trois éléments doivent être soulignés : la diminution de la formation brute de capital de plus de 20 % provenant surtout du ralentissement de la construction ; le déficit assez important de la balance avec l'étranger comblé seulement par une appréciable aide

extérieure (le pourcentage de couverture des importations par les exportations étant de 26,3 % en 1955 et de 20,7 % en 1956), et enfin une hausse assez sensible des prix (+ 11 % pour l'indice des prix à la consommation familiale à Saigon).

Disposant en 1956 d'un revenu de 58.568 millions de V.N. \$, augmenté de 576 millions provenant des transferts du secteur public et des transferts de l'étranger, le Secteur privé a eu des dépenses courantes de l'ordre de 59.869 millions. Le déficit de 725 millions a été financé probablement par une portion de la provision pour dépréciation de capital et par l'emprunt.

RELATIONS ENTRE LES AGRÉGATS DU REVENU NATIONAL EN 1956 (Graphique n° 17)

(en millions de V. N. \$)

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ 69.419	PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ 68.658	PRODUIT NATIONAL NET AUX PRIX DU MARCHÉ 65.831	PRODUIT NATIONAL NET AU COÛT DES FACTEURS — RE- VENU NATIONAL 9.496	REVENU DISPONIBLE DU SECTEUR PRIVÉ : 59.144	DÉPENSES COURANTES DU SECTEUR PRIVÉ : 59.869
				TRANSFERTS DE L'ÉTRANGER : 47	TRANSFERTS A L'ÉTRANGER : 603
				TRANSFERTS DU SECTEUR PUBLIC : 529	
				REVENU DU SECTEUR PRIVÉ 58.568	DÉPENSES DE
					CONSOMMATION 59.266
					DÉFICIT DU SECTEUR PRIVÉ : 725
REVENU DU SECTEUR PRIVÉ 58.568	REVENU DU SECTEUR PRIVÉ 58.568	REVENU DU SECTEUR PRIVÉ 58.568	REVENU DU SECTEUR PRIVÉ 58.568		
REVENU NET DE L'ÉTAT : 114	REVENU NET DE L'ÉTAT : 114	REVENU NET DE L'ÉTAT : 114	REVENU NET DE L'ÉTAT : 114		
IMPOTS DIRECTS 814	IMPOTS DIRECTS 814	IMPOTS DIRECTS 814	IMPOTS DIRECTS 814		
IMPOTS INDIRECTS 6.335	IMPOTS INDIRECTS 6.335	IMPOTS INDIRECTS 6.335			
DÉPRÉCIATION 2.827	DÉPRÉCIATION 2.827				
PAIEMENT NET DE REVENUS DE FACTEURS A L'ÉTRANGER : 761					

2° — Comparaison du Produit intérieur brut des différentes branches d'activités de l'économie du Vietnam en 1955 et 1956

Tab. N° 18. — P. I. B. exprimé en valeur et en pourcentage (aux prix courants)

Désignation	1 9 5 5		1 9 5 6		Variation en %
	(millions de V.N. \$)		(millions de V.N. \$)		
Agriculture et Elevage.....	12.330	19 %	14.404	21 %	+ 17 %
Pêche.....	3.370	5 %	3.980	6 %	+ 18 %
Industrie et Artisanat.....	6.804	10 %	7.832	11 %	+ 15 %
Commerce.....	19.030	30 %	20.516	29 %	+ 8 %
Constructions.....	1.361	2 %	1.095	2 %	- 20 %
Services et Divers.....	11.871	18 %	11.722	17 %	- 1 %
Gouvernement.....	9.498	15 %	9.870	14 %	+ 4 %
Produit intérieur brut aux prix du marché.....	64.264	100 %	69.419	100 %	+ 8 %
Moins { Impôts indirects.....	6.338		6.335		...
Dépréciation.....	2.845		2.827		- 1 %
Egale : Produit intérieur net au coût des facteurs.....	55.081		60.257		+ 9 %
Moins : Paiements nets des revenus des facteurs à l'étranger.....	646		761		+ 15 %
Egale : Revenu National.....	54.435		59.496		+ 9 %

3° Comparaison des Dépenses imputées au Produit intérieur brut en 1955 et 1956.

Le total des Dépenses imputées au P.I.B. s'est élevé à 69.419 millions V.N. \$ en 1956 et a été réparti comme suit par rapport à 1955 :

En millions de V.N. \$		
Ménages .....	53.625	59.266
Gouvernement .....	14.058	13.208
Formation de capital fixe intérieur .....	4.912	4.021
Déficit net des Importations sur les Exportations de Biens et Services .....	— 8.331	— 7.076
<b>TOTAL .....</b>	<b>64.264</b>	<b>69.419</b>

II. — Etude analytique.

Comme l'année d'avant, l'économie du Viêt-Nam a présenté en 1956, les traits caractéristiques suivants :

Importance relativement grande de l'Agriculture dans l'économie du pays ;

Production industrielle encore très faible en raison de la structure artisanale de la plupart des industries ;

Rôle anormal du Commerce ;

Dépendance de l'Aide extérieure pour combler le déficit des dépenses gouvernementales.

A) SECTEUR PRIVE

1° L'Agriculture — l'Élevage et la Pêche. — Comme la plupart des économies de l'Asie, le Viêt-Nam est surtout un pays agricole. Le P.I.B. s'est élevé en 1956 à 14.404 millions de V.N. \$ pour l'Agriculture et l'Élevage (21 % du P.I.B. total) et 3.980 millions de V.N. \$ pour la Pêche (6 % du P.I.B. total), soit respectivement une augmentation de 17 % et 18 % par rapport à 1955. En ce qui concerne l'Agriculture, l'accroissement du revenu de près de 2 milliards était dû à deux causes principales :

a) Augmentation générale de la production en quantités ;

b) Relèvement pour la plupart des produits agricoles des prix de vente à la ferme.

L'augmentation des quantités a été en effet sensible dans presque toutes les branches de la production agricole. En effet, de nombreuses rizières abandonnées pendant les années de guerre ont été remises en culture en 1956. Par ailleurs, le Gouvernement a commencé, à partir d'avril de cette année, à réaliser le vaste programme de développement agricole du Sud-Viêt-Nam et dans les Pays Montagnards du Centre-Viêt-Nam.

La production du paddy a passé de 2.566.000 tonnes pour la campagne 1954-1955 à 2.820.000 tonnes pour la campagne 1955-1956 (+ 10 %), celle du caoutchouc a passé de 66.000 tonnes en 1955 à 70.230 tonnes en 1956 (+ 10 %), celle des légumes, tubercules, haricots, soja : de 343.000 tonnes à 380.500 tonnes (+ 11 %), celle des fruits : de 189.500 tonnes à 212.800 tonnes (+ 11 %).

Au facteur de l'augmentation de la production, il faut ajouter le léger accroissement des prix de vente à la production de la plupart des produits agricoles. Par exemple, pour le riz, la moyenne annuelle du prix de gros à Saigon s'est relevée de 2.224 \$ en 1955 par tonne à 3.010 \$ en 1956, pour les animaux sur pieds de 1.842 \$ les 100 kg. à 1.927 \$ (bœuf) et de 2.250 \$ à 2.667 \$ (porc). D'ailleurs, l'indice des prix de gros des produits agricoles passant de 183,7 en 1955 à 195,7 en 1956 a accusé un accroissement de 7 %. Il semble raisonnable de supposer que cette augmentation du prix de gros a reflété, pour une part, l'augmentation du prix à la production.

En ce qui concerne la Pêche, à défaut des statistiques de production, l'estimation de celle-ci a été faite à partir des chiffres de consommation. Les résultats obtenus d'après cette méthode ont accusé une augmentation en quantité de moins de 7 % seulement, par contre, les producteurs ont bénéficié d'une augmentation sensible du P.I.B. (+ 18 %) grâce à un relèvement du prix à la production. En effet, les prix de gros enregistrés à Saigon par l'Institut national de la Statistique ont été pour les poissons frais de 2.400 \$ les 100 kg en 1955 contre 3.005 \$ en 1956 (+ 25 %) et pour les poissons secs de 3.499 \$ les 100 kg en 1955 contre 4.112 \$ en 1956 (+ 18 %). Un accroissement de 7 % en quantité paraît raisonnable, les 15.000 pêcheurs réfugiés n'ayant reçu qu'un commencement d'installation en 1956. Ce n'est qu'à partir de 1957 que des résultats plus sensibles seront probablement enregistrés dans le domaine de la pêche.

GRAPHIQUE N° 19. — Produit intérieur brut par branches d'activités

En valeur et en pourcentage

A) EN VALEUR  
(Milliards de V. N. \$)

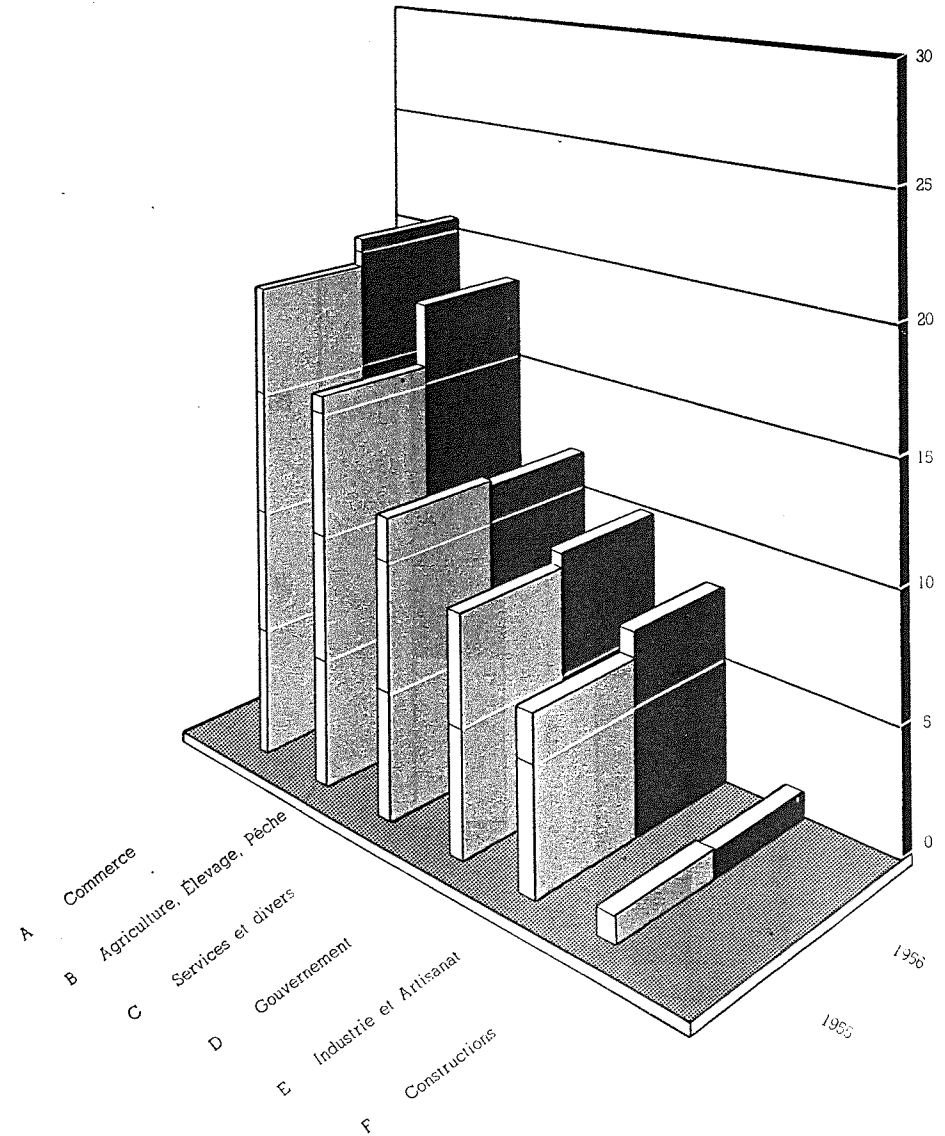


TABLEAU 21 (1). — AGRICULTURE

Désignation	AVANT-GUERRE (1940)				1955		1956	
	INDOCHINE		VIËT-NAM		VIËT-NAM		VIËT-NAM	
	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)
Riz (paddy).....	6.000.000	8.000.000	4.543.700	5.796.000	2.085.200	2.565.540	2.243.918	2.839.324
Mais.....	430.000	370.000	34.000	33.000	26.361	26.986	28.493	31.337
Caoutchouc.....	133.000	76.000	104.421	52.090	70.156	66.337	69.682	70.231
Tabac.....	15.000	14.000	8.100	7.300	13.270	5.780	8.140	7.272
Thé.....	25.000	17.000	8.500	6.700	6.590	2.862	8.705	4.222
Canne à sucre.....	40.000	1.000.000	30.000	750.000	21.631	443.651	18.308	483.720
Café.....	12.000	3.500	3.800	2.000	3.991	1.820	3.501	2.481
Arachide.....	23.000	22.000	.	.	17.707	10.963	16.882	13.159
Cocotier (coprah).....	30.000	30.000	25.000	25.000	23.470	18.035	24.284	17.773
Coton.....	15.000	1.300	6.900	.	1.570	511	1.335	530
Légumes — Tubercules..	.	15.000	.	.	.	.	.	.
Haricots et soja.....	.	(5)	.	.	71.720	348.101	72.313	363.675
Fruits et ananas.....	.	.	.	.	20.250	190.860	29.036	212.769

- (1) Viet-Nam entier { Nord : 1.301.500 ha. 1.713.500 T. Source :  
Sud : 2.216.800 ha. 3.000.300 T. Annuaire Statistique de l'Indochine (1940)  
Centre : 1.025.400 ha. 1.082.200 T. Ministère de l'Agriculture (1955 et 1956)
- (2) Campagne 1954/55.  
(3) Campagne 1955/56.  
(4) Chiffre correspondant à 80.000 T. de sucre.  
(5) Haricots et soja seulement.  
• Renseignements non disponibles.

TABLEAU 21 (2) — ÉLEVAGE

Désignation	ABATTAGE CONTRÔLÉ (VIËT-NAM) (milliers de têtes)				EFFECTIF DES ANIMAUX (VIËT-NAM) (milliers de têtes) (estimation)			
	1940 (1)	1955	1956	1957	1940 (1)	1955	1956	1957
Bœufs.....	114,3	42,8	47,5	50,2	1.050	516	659	688
Buffles.....	30,1	13,3	15,3	12,8	1.100	266	382	544
Porcs.....	935,0	816,0	890,2	929,4	3.750	2.095	2.362	3.384

(1) Nord compris.

Source : Annuaire Statistique de l'Indochine (1940).  
Ministère de l'Agriculture (1955, 1956, 1957).

2° Industrie et Artisanat :

Le produit intérieur brut de ce secteur composé d'une trentaine d'industries, s'est élevée en 1956 à 7.832 millions de V.N. \$, soit une augmentation de 15 % par rapport à l'année d'avant. Alors que certaines industries ont marqué une faible diminution dans la production (salines, oxygène, acétylène, gaz carbonique) ou gardé à peu près le même niveau que l'année d'avant (*nuoc mam*, sucre, glace, bière, boissons gazeuses, tabac, cigarettes, savon, dentifrice, constructions mécaniques et fonderie) d'autres, par contre, ont eu un accroissement de production dans des proportions assez sensibles (alcool et produits alcooliques, forêts et scieries, allumettes, imprimerie, etc...). Il n'en reste pas moins cependant que la valeur ajoutée du secteur « Industrie et Artisanat » n'a représenté que 11 % du Produit intérieur brut total. La cause en est que les investissements dans ce secteur sont encore très insuffisants et se bornent au stade actuel plutôt à amortir les machines existantes ou à remplacer les pièces déjà usées de celles-ci qu'à acheter des machines nouvelles. A partir de 1956, nous avons eu certaines nouvelles entreprises, telles que l'Usine de montage « Lambretta », certaines usines de tissage, l'Usine de fabrication des pâtes dentifrices « Kol », mais ces installations nouvelles sont encore très insuffisantes. Le Viêt-Nam doit avoir besoin d'importants investissements nouveaux pour combler le vide laissé par le retrait de nombreuses entreprises françaises.

Industries extractives :

Jusqu'ici, le sous-sol du Viêt-Nam n'a pas encore fait l'objet d'une prospection systématique. Seules sont mentionnées certaines ressources déjà connues d'une façon certaine, telles que les gisements d'*anthracite* de Nong-Son, le phosphate des îles des Paracels, les calcaires et les argiles. A ce jour, seule la mine de Nong-Son a été exploitée. L'exploitation, suspendue pendant les années de guerre et reprise seulement au milieu de 1956, a été réalisée au début avec des moyens manuels et à ciel ouvert. Aussi ne donne-t-elle encore que de très faibles résultats en 1956 : 200 tonnes par mois (2.000 tonnes par mois en fin 1957). Quant au *phosphate*, d'après certaines estimations, l'exploitation pour les années futures pourrait donner environ 9.500.000 tonnes, dont 4.750.000 tonnes à plus de 20 % d'anhydride phosphorique. Les *carrières* ont produit environ en 1956, 995.415 mètres cubes pour le Centre-Viêt-nam et

341.921 mètres cubes pour le Sud-Viêt-nam. La production a été composée de granit, porphyre, basalte, rhyolites, quartz et quartzites, grès, latérites, kaolin, feldspath, gypse, etc...

Il existe encore au Viêt-Nam libre plus d'une dizaine de *marais salants* dont les plus importants se trouvent à Ca-Na, Ba-Xuyen, Hon-Khoi. La production du sel en 1956 a été de 81.001 tonnes, soit 74 % de celle de 1955. La diminution de la production était due à ce qu'un certain nombre d'exploitants avaient cessé leur activité par suite de deux faits :

- 1° L'existence d'un stock assez important à la fin de l'année 1955 ;
- 2° Le peu de rentabilité de la production provenant de la :
  - difficulté d'exportation (le prix n'étant pas suffisamment compétitif) ;
  - taxe à la consommation qui grève lourdement les prix sur le marché intérieur.

Industries des denrées alimentaires :

a) Rizeries :

La première production traditionnelle du Viêt-Nam est le riz. Le chiffre d'affaires provenant de l'usinage du riz, assez important avant la deuxième guerre mondiale, s'est élevé seulement en 1956 à 477 millions de V.N. \$ environ (430 millions de V.N. \$ en 1955).

b) Sucrerie :

Actuellement, il n'y a qu'une seule usine de fabrication de sucre raffiné à Hiép-Hoà (Sud-Viêt-nam) dont la production, encore très faible, s'est élevée en 1956 à 2.000 tonnes de sucre raffiné (1.600 tonnes en 1955). En plus, il existe le procédé artisanal de production qui a donné en cette année environ 21.800 tonnes de sucre roux.

Le Plan quinquennal du Viêt-Nam a prévu la culture supplémentaire de 13.000 hectares de canne à sucre, ce qui permettrait, pour les années futures, d'avoir une production de l'ordre de 24.000 tonnes de sucre blanc et de 8.000 tonnes de sucre roux.

Nuoc mam :

Les grands centres de production se trouvent à Phan-Thiêt et Phu-Quoc. La production du *nuoc mam* pour le Viêt-Nam libre, restée assez stable d'une année à l'autre, a été pour 1956 de 55.000.000 litres environ et composée de différentes qualités dont les prix varient de 8 \$ le litre à 30 \$ le litre.

Boissons :

a) Alcool et produits alcooliques :

La seule grande maison productrice est la Société française des Distilleries de l'Indochine dont la production, exprimée en alcool pur, s'est élevée en 1956 à 92.394 hectolitres contre 67.740 hectolitres en 1955. La production rurale de l'alcool de bouche (unique-ment) a été estimée à environ 100.000 hectolitres.

b) Glace, bière, boissons gazeuses :

Les deux grandes maisons productrices ont été les Brasseries et Glacières de l'Indochine et la Société des Eaux gazeuses de l'Indochine qui ont eu à elles seules plus de 8/10 de la production totale en 1956. Comparé à l'année d'avant, nous avons eu en 1956 une augmentation de la production de boissons gazeuses (356.925 hectolitres contre 223.826 hectolitres en 1955), mais par contre une diminution dans la bière (532.273 hectolitres contre 657.534 hectolitres en 1955), dans la glace (123.769 tonnes contre 160.502 tonnes en 1955) et dans les eaux gazeuses (68.714 hectolitres contre 84.024 hectolitres en 1955).

Tabac et cigarettes :

a) Il y a actuellement quatre Manufactures de tabac et cigarettes au Viêt-Nam, dont la production totale a été en 1956 d'environ 5.900 tonnes contre 5.763 tonnes en 1955, dont :

- 191 tonnes : exportées,
- 98 tonnes : augmentation de stocks,
- 5.611 tonnes : consommées (quantité taxée par la Régie).

De la quantité totale de tabac brut (6.380 tonnes) employé, les manufactures ont dû acheter à l'étranger pour 5.112 tonnes.

b) Production de tabac local : 7.232 tonnes (7.355 tonnes en 1955) dont : 1.268 tonnes ont été utilisées dans les manufactures et 5.964 tonnes consommées, soit avec préparation (environ 1.000 tonnes), soit sans préparation (4.964 tonnes).

Tissage :

Il existe en 1956 au Viêt-Nam libre environ 1.400 ateliers de tissage et plus de 9.000 métiers à tisser dont seulement plus de 5.000 ont fonctionné. Utilisant plus de 3.000 tonnes de filés en 1956, dont la presque totalité a été importée, les ateliers et métiers ont produit environ 720.000 mètres de soie, plus de 19.000.000 mètres de toile et plus de 8.000.000 mètres d'autres tissus.

Forêts et scieries :

Le domaine boisé du Viêt-Nam libre s'étend environ sur 6.000.000 hectares. La superficie exploitable est de 3.450.000 hectares environ. Pourtant, la production en 1956 s'est élevée seulement à 555.000 mètres cubes de bois d'œuvre, 785.000 stères de bois de feu, 44.166 tonnes de charbon de bois. Les possibilités d'extension sont encore très grandes car nos forêts peuvent fournir en outre de la matière première pour plusieurs industries telles que l'industrie du papier, des panneaux fibres, des contreplaqués, etc... D'après l'avis des experts, cette utilisation industrielle du bois pourrait donner pour les années futures un revenu annuel supplémentaire de 130 millions de V.N. \$ environ.

Articles en caoutchouc :

La production de cette industrie, encore très faible, s'est confinée jusqu'ici dans la fabrication de certains articles de consommation courante tels que les sandales, les matelas et une faible quantité de pneumatiques. La production en 1956 a été seulement de l'ordre de 188 millions. C'est pourquoi nous avons été obligés d'acheter en cette année 4.351 tonnes de caoutchouc manufacturé valant 224 millions de V.N. \$ (valeur C.I.F.).

Chaussures — Maroquinerie — Chapellerie :

Cette branche d'industrie travaille encore actuellement à l'état artisanal. A l'exception de la Société Bata, les quelques dizaines de maisons vietnamiennes moins importantes ne disposent chacune que de cinq à dix ouvriers travaillant à la main et recevant leur salaire le plus souvent à la pièce. La production de l'ordre de 752 millions en 1956 a suffi seulement à couvrir les besoins du pays.

Savon et dentifrice :

La quantité produite en 1956 a été de l'ordre de 16.000 tonnes pour le savon et de 90 tonnes pour le dentifrice. La production locale n'a pu satisfaire la consommation (importation en 1956 : 109 tonnes de savon et 74 tonnes de dentifrice). Le Gouvernement a cherché à aider les producteurs locaux et à partir de 1957, les devises ne sont plus octroyées au taux officiel pour l'importation de ces produits.

Oxygène — Acétylène — Gaz carbonique :

La production de cette industrie a marqué en 1956 une diminution sensible par rapport à 1955 alors que les prix ont au contraire subi

une hausse de plus de 10 % par rapport à l'année d'avant. La valeur de la production a atteint en 1956, 23 millions contre 25 millions en 1955.

**Constructions :**

La valeur ajoutée par le secteur « Constructions » a été de 1.095 millions de V.N. \$ (2 % du Produit intérieur brut total) pour une valeur de production de 2.810 millions contre 1.361 millions en 1955 pour une valeur de production de 3.500 millions, soit une diminution de 20 % par rapport à cette dernière année. La valeur C.I.F. des matériaux de construction importés a été estimée en effet respectivement à 674 millions en 1955 et 476 millions en 1956. La diminution de production a été due surtout au ralentissement de l'industrie du bâtiment, assez faible pour Saigon-Cholon, mais sensible pour le reste du pays (A Saigon-Cholon, l'indice de construction des bâtiments, calculé sur la base 100 en 1949, a passé de 79 en 1955 à 75 en 1956). La construction des nouvelles routes a été par contre plus active en 1956 que l'année d'avant, car la longueur des routes nouvelles asphaltées, empierrées ou simplement en terre, a été de 743 km en 1956 contre 104 km en 1955.

**Transports :**

Le Produit intérieur brut de cette branche d'activité a été de 2.261 millions en 1956, con-

tre 2.391 millions en 1955. Alors que le chiffre d'affaires réalisé par le transport routier a été sensiblement le même d'une année à l'autre, les Chemins de fer ont eu par contre un déficit plus grand en 1956 qu'en 1955. Le trafic assuré par les Chemins de fer vietnamiens a été le suivant :

	1955	1956
Voyageurs/km. ....	377.000.000	383.000.000
Tonnes/km. ....		
marchandises ....	86.000.000	70.000.000

Les trafics aérien et maritime ont eu un ralentissement sensible en 1956 :

Trafic aérien :	1955	1956
a) Intérieur (départs et arrivées) .....	222.310	139.231
b) International (sorties de passagers) .....	53.590	46.057

Trafic maritime :	1955	1956
Nombre de navires entrés dans le Port de Saigon	1.663	1.161
Nombre de voyageurs quittant Saigon .....	35.250	13.732

Le tableau suivant donne des renseignements sur la production des principales industries au Viêt-Nam.

TABLEAU 21 (3). — INDUSTRIE

Désignation	Production (quantités)		Valeur (au prix de vente par le producteur)	
	1955	1956	1955	1956
			(millions de V.N. \$)	
Mines et carrières (x).....	624.430m <sup>3</sup>	1.297.336m <sup>3</sup>	116,5	197,4
Salines.....	110.175T.	81.001T.	66,3	49,3
Sucre :				
— raffiné.....	1.600T.	2.000T.	19	28
— roux.....	20.444T.	21.800T.	194	261
Nuoc-mam.....	55.000 l.	55.000 l.	632,5	770
Alcool et produits alcooliques (production déclarée).....	67.740 hl	92.394 hl	165	242
Glace.....	160.502T.	123.769T.		
Bière.....	657.534 hl	532.273 hl	943	957
Boissons gazeuses.....	223.826 hl	356.925 hl		
Eaux gazeuses.....	84.024 hl	68.714 hl		
				(emballages non compris)

(x) En 1955 : Pas de statistiques pour les P.M.S. (Plateaux Montagnards du Sud)  
En 1956 : P.M.S. compris.

TABLEAU 21 (3). — INDUSTRIE (suite)

Désignation	Production (quantités)		Valeur (au prix de vente par le producteur)	
	1955	1956	1955	1956
			(millions de V.N. \$)	
Tabacs et cigarettes :				
Manufactures.....	5.763T.	5.900T.	1.401,6	1.455
Tabac local.....	7.355T.	7.272T.	108	107
Forêts et scieries.....			1.243	1.608
Bois d'œuvre.....	418.000m <sup>3</sup>	555.000m <sup>3</sup>		
Bois de feu.....	503.000St	785.000St		
Charbon de bois.....	29.334T.	44.166T.		
Autres produits forestiers.....	—	—		
Allumettes (boîtes).....	34.156.000	48.032.800	48	67
Huiles végétales :				
Coco.....	11.000T.	10.570T.		
Arachide.....	2.900T.	1.875T.	218	192
Autres.....	1.200T.	1.200T.		
Tourteaux.....	—	—	34	25
Savon dentifrice.....	—	—	256	255
Peinture.....	—	1.435T.	23	52
Oxygène.....	566.658m <sup>3</sup>	437.174m <sup>3</sup>		
Acétylène.....	162.480m <sup>3</sup>	122.962m <sup>3</sup>	26	21,3
CO <sub>2</sub> .....	184.312Kg	117.717Kg		

**3° COMMERCE :**

Comme en 1955, le Commerce en 1956 a occupé encore la première place dans l'échelle des activités économiques du pays. Le Produit intérieur brut de ce secteur s'est élevé en effet à 20.516 millions de V.N. \$, soit 29 % du Produit intérieur brut total (30 % en 1955) et dépassé ainsi de beaucoup en importance l'Agriculture.

A l'heure actuelle, on dispose de très peu de données statistiques dans ce domaine, c'est pourquoi il est vraiment difficile de former un jugement adéquat en ce qui concerne les marges de bénéfices aux divers échelons du Commerce. Néanmoins, d'après une étude faite sur 108 maisons d'importations, les composants du prix de vente par les importateurs exprimés en pourcentages ont été les suivants :

Valeur CIF .....	51 %
Salaires et traitements ..	5,3
Profit .....	12
Impôts et Taxes .....	24
Services (transports compris) .....	7,3
Amortissement .....	0,4
	100 %

Suivant ces pourcentages, si on déduit la part des biens importés directement par les utilisateurs finals, la valeur vente des biens importés entrant dans le commerce de gros aurait atteint environ un montant de plus de 12 milliards de V.N. \$ en 1956. Cela montre la place trop importante des biens importés dans le total des biens entrant dans le Commerce.

Une autre cause du rôle anormal que joue le commerce dans l'économie du pays résiderait dans le manque d'organisation de ce secteur, surtout à l'échelon de détail — ce qui permet l'existence d'un nombre assez grand d'intermédiaires aux différents stades de la distribution. Si on compare le Viêt-Nam aux autres pays du Sud-Est asiatique ayant une structure économique assez similaire, on constate que, par rapport au Produit intérieur brut total, le Produit intérieur brut du Commerce vietnamien en 1956 a été relativement plus élevé :

Viêt-Nam .....	29 %
Birmanie .....	26 %
Corée .....	19 %
Thaïlande .....	17 %

SOURCE : *Annuaire de Statistiques des Comptabilités nationales des Nations Unies en 1957*.

B) GOUVERNEMENT

La production du Gouvernement, basée uniquement sur les salaires et indemnités du personnel, s'est élevée, en 1956, à 9.870 millions contre 9.498 millions en 1955, soit une augmentation de 4 %.

Quant à la consommation du Gouvernement, définie comme étant la somme des paiements au personnel et des achats de biens et services courants, elle a passé de 14,1 milliards en 1955 à 13,2 milliards en 1956, soit une diminution de plus de 6 %. Les dépenses de consommation des biens et services pour les fins civiles et militaires ont en effet considérablement diminué en 1956 et ont passé de 4,6 milliards en 1955 à 3,3 milliards en 1956 (soit une diminution de 28 %).

Les dépenses gouvernementales pour la formation de capital ont par contre, marqué une augmentation de 30 % (1 milliard en 1955 et 1,3 milliard en 1956). Cependant, cette augmentation pourrait ne pas être significative, car il a été très difficile d'évaluer la formation de capital suivant la classification budgétaire utilisée jusqu'à la fin de 1957, celle-ci n'ayant pas fait de distinction entre les achats pour équipement de capital et les autres achats de biens de consommation.

Les recettes courantes du Gouvernement ont été de 7,3 milliards en 1956, soit une diminution de 700 millions par rapport à 1955. Alors que le montant total des impôts n'a augmenté que dans de faibles proportions en 1956, la diminution des recettes totales a été due en partie au déficit de 127 millions subi par les entreprises du Gouvernement et une diminution des recettes provenant du domaine de celui-ci. Voici les totaux des recettes et dépenses du Gouvernement en 1956 :

Recettes courantes	
(En millions de V.N. \$)	7.263
Domaine et entreprises ..	142
Impôts indirects .....	6.335
Impôts directs .....	814
Intérêt de la dette publique .....	- 28
Dépenses totales	
(En millions de V.N. \$)	15.027
Consommation .....	13.208
Transferts courants aux ménages et organismes privés à but non lucratif .....	529
Transferts de capital aux ménages .....	500
Formation de capital .....	790

Le déficit de 7.764 millions a été entièrement couvert par l'Aide américaine dont le montant s'est élevé en 1956 à 200.000.000 \$ U. S. L'utilisation de cette aide a été principalement pour les dépenses militaires dont le montant s'est élevé en 1956 à 5.738 millions de piastres. Le reste a été utilisé pour la réimplantation des réfugiés et pour la réalisation d'autres travaux de fins civiles.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, nous constatons que les statistiques de la Comptabilité nationale ont donné en 1956 un schéma de la situation économique du pays qui ne diffère pas sensiblement de celui de 1955. Calculé aux prix courants, le Revenu national du Viêt-Nam a augmenté de 9 % en 1956 par rapport à l'année d'avant. Dans certains secteurs pour lesquels nous avons eu des renseignements relativement précis tels que le Gouvernement, les principales industries (alcool distillé, glace, bière, boissons gazeuses, forêts, allumettes) et certaines entreprises productrices de services Eaux et Electricité, Banques) une augmentation de la production en valeur absolue a été constatée.

Y a-t-il eu une augmentation du revenu réel par tête d'habitant ? Il faut pour cela tenir compte de deux facteurs :

a) Le facteur population :

D'après les estimations faites jusqu'à ce jour par l'Institut national de la Statistique le taux d'accroissement naturel de la population est environ de 1,5 % l'an dans le Sud Viêt-Nam et de 1 % dans le Centre Viêt-Nam.

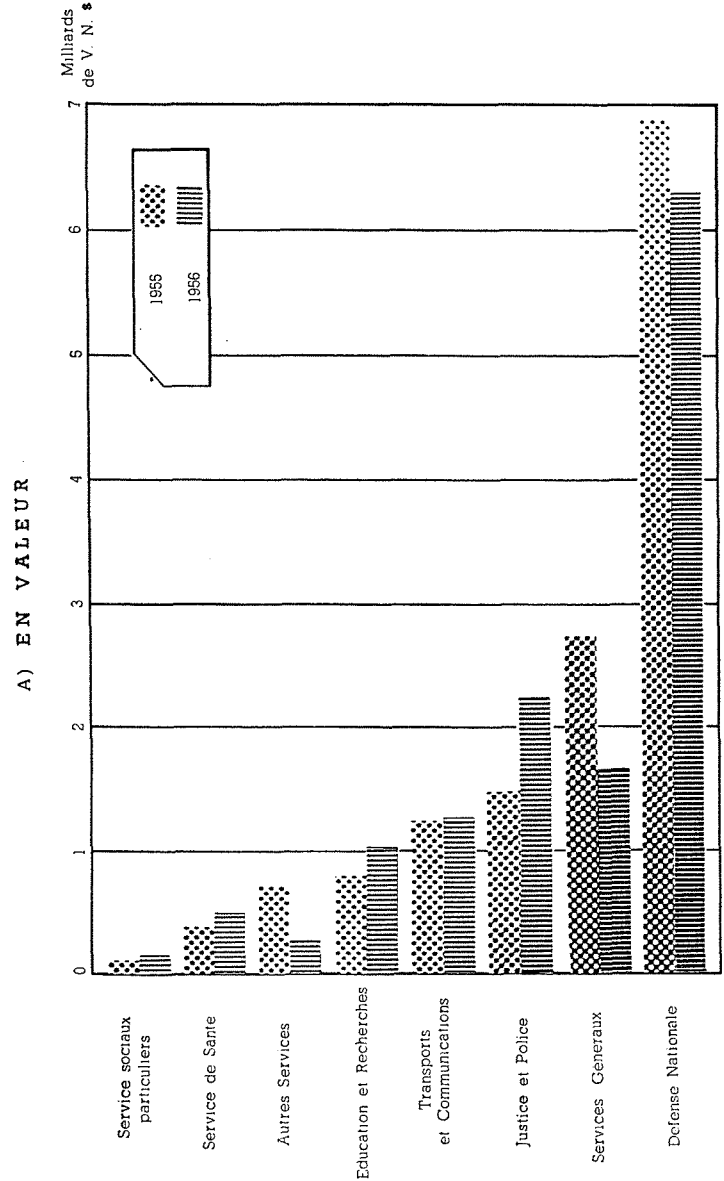
b) Le facteur prix :

En ce qui concerne les prix, il n'y a pas actuellement un indice adéquat pour comparer la variation générale d'une année à l'autre ; cependant, nous pouvons voir dans les indices suivants, qui sont les seuls disponibles pour cette comparaison, une hausse assez significative en 1956.

(Base 100 — Année 1949).

	1955	1956	Variation
Indice général des prix de gros à Saigon .....	178	187	+ 5 %
Indice des prix à la consommation familiale à Saigon :			
a) Classe ouvrière .....	224	250	+ 11 %
b) Classe moyenne .....	233	260	+ 11 %

GRAPHIQUE N° 22. — Dépenses de consommation de l'État (Par Affectation)



Etant donné que la presque totalité de nos dépenses est constituée par des dépenses de consommation, il faudrait sans doute se servir de l'indice des prix à la consommation pour « réajuster » le Revenu national afin d'estimer le revenu réel par tête d'habitant. Cependant nous manquons actuellement de toutes statistiques concernant l'indice des prix à la consommation des familles rurales, ce qui nous empêche d'estimer un revenu réel moyen de la population du Viêt-Nam. (Les tableaux des Prix de gros et des Prix à la

consommation familiale à Saigon se trouvent en annexe — Tableaux N<sup>os</sup> 29-30).

III. — Comparaison internationale :

Les Tableaux N<sup>os</sup> 24, 25, 26 suivants établissent une comparaison entre le P.I.B. le Revenu National du Viêt-Nam par rapport à quelques pays techniquement développés (Etats-Unis, Royaume-Uni, France) et quelques autres pays du Sud-Est asiatique en 1956.

A) Comparaison structurale :

TABLEAU 24. — Origine par branche d'activité du produit intérieur brut du Viêt-Nam et de quelques autres pays en 1956.

	Birmanie %	Ceylan %	Corée du Sud %	Chine (Taïwan) %	Japon %	Philippines %	Indonésie % (x) 1952	Royaume Uni %	France %	États-Unis %	Viêt-Nam %		
1 — Agriculture .....	41	49	42	33	19	40	50	4	16	4	30	29	27
2 — Industries extractives .....	1	...	1	2	2	2	2	4	...	2	...	...	...
3 — Industries manufacturières .....	11	5	12	18	26	14	8	39	33	31	10	9	11
4 — Construction .....	3	9	2	5	5	3	1	6	6	5	2	2	2
5 — Électricité, gaz, eau, services sanitaires .....	1	...	1	2	9	3	Incl. dans ind. manif.	2	2	2	1	1	1
6 — Transports, entrepôts et communications .....	2	8	2	5	9	3	3	9	7	7	3	4	3
7 — Commerce de gros et de détail .....	26	7	19	16	17	12	...	12	13	17	26	26	29
8 — Banques, assurances, affaires immobilières .....	...	...	1	2	5	—	13	2	1	7	1	1	1
9 — Propriété de maisons d'habitation .....	4	2	5	—	—	—	7	3	1	2	3	5	5
10 — Administration publique et défense nationale .....	10	12	6	11	17	8	7	7	11	13	16	16	14
11 — Services .....	2	8	9	6	—	18	3	12	10	10	8	7	7
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	5.025	4.990,7	1.261,6	27.813	7.446,4	8.335	81.639	17.939	12.040	343.550	60.257	63.084	69.419
En monnaie nationale .....	Mions. de Kyats	Mions. deroupies	Miards de Hwans	Mions. de dollars NT.	Miards de Yens	Mions. de Pesos	Mions. de Rupiahs	Mions. de £	Miards. de francs	Mions. de dollars	Mions. de VN \$	Mions. de VN \$	Mions. de VN \$
	P.I.B. aux prix du marché	P.I.B. au coût des fact.	P.I.B. aux prix du marché	P.I.B. au coût des fact.	P.I.N. au coût des fact.	P.N.N. au coût des fact.	P.I.N. au coût des fact.	P.I.B. au coût des fact.	P.I.B. au coût des fact.	P.I.N. net au coût des fact.	P.I.N. au coût des fact.	P.I.B. au coût des fact.	P.I.B. aux prix du marché

Source : Annuaire de statistiques des Comptabilités Nationales des Nations Unies (1957).

P.I.B. — Produit intérieur brut. — P.I.N. — Produit intérieur net. — P.N.N. — Produit national net.

TABLEAU 25. — Éléments en termes de pourcentage du P.I.B. du Viêt-Nam et de quelques autres pays en 1956.

	Birmanie	Ceylan	Corée du Sud	Chine (Taiwan)	Japon	Philippines	Indonésie	Royaume Uni	France	Etats-Unis	Vietnam
	%	%	%	%	%	%	% (x)	%	%	%	%
— Dépenses de consommation privée.....	66	70	87	72	59	83	84	66	68	64	85
— Dépenses de consommation de l'Etat.....	12	15	12	19	11	8	16	18	15	18	19
— Montant brut de la formation de capital fixe intérieur.....	19	10	14	12	23	8	5	16	18	17	6
— Accroissement des stocks.....	...	1	1	2	7	1	...	...	1	1	...
— Exportations de biens et de services.....	24	38	2	7	13	13	5	2	13	5	2
— Moins : Importations de biens et de services.....	21	34	16	12	13	13	5	2	15	5	12
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
— Dépense imputée au produit intérieur brut.....	5.025	5.366	1.261,6	32.302	9.078,7	9.546	93.422	20.392	18.270	414.195	69.419
x prix du marché en monnaie nationale.....	Mions. de Kyats	Mions. de Roupies	Mions. de Hwans	Mions. de dollars N.T.	Mions. de Yens	Mions. de Pesos	Mions. de Rupiahs	Mions. de £	Mions. de Francs	Miops. de Dollars	Mions. de VN \$

: Annuaire de Statistiques des Comptabilités Nationales des Nations Unies-1957.  
: 1952.

B. — COMPARAISON GLOBALE

TABLEAU 26. — Population et Revenu National du Viêt-Nam et de quelques autres pays.

	Viêt-Nam	Thaïlande	Philippines	Japon	Pakistan	Royaume Uni	Etats-Unis
<b>A — POPULATION</b> (en millions)							
année 1956.....	12,3					51,2	168,174
1957.....		21	22,6	90,6	84,7		171,229
<b>B — REVENU NATIONAL</b> (monnaie nationale)	Millions VN \$	Billions of Baht	Millions Pesos	Billions Yens	Millions Rupees	Millions Livres	Billions US \$
année 1954.....		28,10	7.145	5.984	18.156	14.476	229
1955.....	55.460	—	7.624	6.548	—	15.270	324,1
1956.....	59.496	—	8.335	7.427	—	16.465	343,6
<b>— PRODUIT INTÉRIEUR BRUT</b> (aux prix du marché)							
année 1954.....		31,86	8.170	7.323	—	17.958	361,2
1955.....	64.264	—	8.687	7.877	—	19.101	391,7
1956.....	69.419	—	9.415	8.892	—	20.570	414,7
— Coefficient officiel actuel par rapport à l'US \$.....	35	20,7	2	360	4.762	sh p 7 2	

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU 27. — Prix de gros à Saigon (Base : 1949)

Désignation	Unités	Année 1955		Année 1956		Variation en indices 1955 / 1956
		Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices	
<b>Riz et dérivés.</b>						
Paddy pour riz n° 1.....	100 kg.	222,37	158	300,86	178	+ 13%
Riz n° 1.....	"	455,27	174	457,23	174	
Riz n° 2.....	"	429,64	181	439,87	186	
<b>Autres produits alimentaires.</b>						
Bœuf (sur pied).....	"	1.841,66	281	2.010,41	307	+ 10%
Porc.....	"	2.550,16	175	2.867,33	197	
Poissons secs.....	"	3.499,00	393	4.122,27	463	
Poissons frais.....	"	2.400,00	192	3.004,58	240	
Lait Nestlé.....	cais. 48 boîtes	456,18	182	469,19	187	
Café.....	100 kg.	7.157,27	364	9.158,33	466	
Thé.....	"	12.000,00	304	12.000,00	304	
Poivre noir.....	"	8.392,85	139			
Poivre blanc.....	"	13.281,25	146			
Maïs roux.....	"	230,00	197			
Farine de froment.....	"	752,08	165	590,28	129	
Huile d'arachide.....	"	1.840,90	153	2.008,33	167	
Sucre cristallisé.....	"	1.161,81	157	1.232,25	166	
Vin rouge.....	litre	11,39	154	23,66	320	
<b>Combustibles et huiles minérales.</b>						
Pétrole.....	hl.	460,00	195	441,25	187	+ 9%
Essence.....	"	431,00	192	522,83	233	
Diesel oil.....	tonnes	2.059,00	155	2.168,08	164	
Huile de graissage.....	hl.	1.450,00	256	1.450,00	256	
Bois de chauffage.....	m. linéaire	120,00	94	120,00	94	
Houille : Noisette.....	tonne	969,65	179	1.069,90	198	
Crible.....	"	1.041,31	182	1.179,43	206	
Menu fin standard.....	"	652,11	187			
<b>Matières premières.</b>						
Kapok (balle 60 kgm 3).....	100 kg.	2.675,00	206	2.216,66	171	- 10%
Tabacs locaux.....	kg.	25,97	180	26,78	186	
Tabacs importés.....	"	31,17	264	34,11	289	
Caoutchouc.....	100 kg.	2.786,91	339	2.373,58	288	
Crêpe.....	kg.	31,76	148	30,42	142	
<b>Peaux brutes :</b>						
buffle 11/13.....	mètre	12,75	231	12,33	223	
python moluré.....	mètre	62,86	128			
<b>Bois communs :</b>						
chevron 60x60.....	m3	2.350,00	208	2.105,83	186	
madrier 240x60.....	"	2.350,00	208	2.105,83	186	
planche 240x30.....	"	2.593,75	213	2.282,08	188	
<b>Produits semi-finis.</b>						
Ciment.....			176		188	+ 7%
Briques.....	sac. 50 kg.	71,48	148	67,31	140	
Filés de coton.....	1.000	640,00	147	568,33	131	
Fers et aciers.....	bal. 180 kg.	11.887,27	142	13.275,00	163	
Soude caustique.....	100 kg.	665,83	217	823,00	269	
Sulfate d'ammoniaque.....	kg.	5,41	224	5,36	222	
	tonne	4.405,00	187	3.575,00	152	
<b>Produits manufacturés.</b>						
Savon.....	kg.	13,95	195	13,56	190	- 3%
Pneumatique.....	pièce	2.176,08	193	2.106,00	187	
Papier.....	bal. 100 kg.	1.078,66	229	1.138,08	242	
Calicot écriu.....	40 yards	396,02	106	338,44	91	
Calicot blanchi.....	"	468,72	101	452,73	98	
Rayonne.....	mètre	25,33	162	25,00	160	
Sac de jute.....	pièce	18,56	186	19,66	197	
<b>Indice général.</b>			178		187	+ 5%

Source : Institut National de la Statistique.

TABLEAU 29. — Prix à la consommation à Saigon

Base : Octobre 1953

Désignation	Unités	Année 1955				Année 1956			
		Classe ouvrière		Classe moyenne		Classe ouvrière		Classe moyenne	
		Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices
<b>Alimentation</b>									
Pain .....	kg			13	100			16,08	124
Riz N° 1 .....	"			5,81	116			6,31	126
Riz N° 2 .....	"	5,41	113			6	125		
Viande de bœuf (bifteck) .....	"			66,98	99,9			65,66	98
Viande de bœuf (pot-au-feu) .....	"	42,88	95			41,15	91		
Viande de porc (poitrine) .....	"	35,12	117			40,91	136		
Viande de porc (épaule sans os) .....	"			65,07	141			78,31	170
Graisse de porc (1 <sup>re</sup> qualité) .....	"			26,76	107			34,80	139
Graisse de porc (2 <sup>e</sup> qualité) .....	"	23,26	106			30,53	139		
Poulet .....	"			55,29	114			58,54	121
Canard .....	"	45,18	103			42,05	96		
Poissons frais (cá tra) .....	"	30,63	116			38,85	147		
Poissons frais (cá lóc) .....	"			40,61	136			45,24	151
Poissons secs (1 <sup>re</sup> qualité) .....	"			48,33	121			60,83	152
Poissons secs (2 <sup>e</sup> qualité) .....	"	40,60	135			55,83	186		
Œuf de cane .....	pièce	1,34	107			1,80	144		
Saumure (1 <sup>re</sup> qualité) .....	"			45,52	119,8			56,91	150
Saumure (2 <sup>e</sup> qualité) .....	"	37,64	139			46,92	174		
Liseron d'eau .....	kg	6,33	127			4,82	96		
Banane verte (main) .....	"			7,84	120,6			10,17	156
Banane pomme (main) .....	"	5,66	126			6,35	141		
Thé Arbre broyé .....	0,3 kg			39,77	142			56,25	201
Thé vert .....	"	1,46	146			2	200		
Sucre cristallisé .....	kg			14,72	86,5			19,94	117
Sucre roux .....	"	13,25	95			17,50	125		
Lait condensé .....	1 boîte			12,33	93			14,03	106
Alcool .....	1 litre	15,75	117			17,91	133		
Bière .....	1 bouteille			8	114			8,91	127
Pomme de terre .....	kg			9,46	85			17,36	157
Patates .....	"	4,35	109			4,54	113		
Petite crevette .....	"			42,27	124			49,12	144
Haricots en baguettes .....	"			10,06	100,6			10,23	102
Pâte de soja .....	"			12,55	103			14	117

TABLEAU 29. — Prix à la consommation à Saigon (suite)

Base : Octobre 1953

Désignation	Unités	Année 1955				Année 1956			
		Classe ouvrière		Classe moyenne		Classe ouvrière		Classe moyenne	
		Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices	Prix moyen	Indices
Café .....	kg			77,92	128			105,06	173
Glace .....	"			0,60	100			0,60	100
Soupe chinoise .....	1 bol			5,08	102			6,91	138
<b>Logement et accessoires</b>									
Loyer .....	pièce	300,00	100	500,00	100	300,00	100	500,00	100
Électricité .....	Kwh			3,082	113			3,329	122
Eau .....	m <sup>3</sup>	2,30	112	2,30	112	2,30	112	2,30	112
Bois de chauffage .....	stère	128,33	119	128,33	119	130	121	130	121
Charbon de bois .....	picul 60 kg			128,33	107			130	108
Pétrole .....	litre	6	100			6,41	107		
<b>Habillement</b>									
Rayonne .....	mètre			58,34	117			50,50	101
Calicot blanc .....	"			15,77	105			17,71	118
Calicot noir .....	"			19,08	112			25,75	151
Façon chemise .....	pièce	47,92	106	53,33	107	55,00	122	65	130
Chaussures .....	paire			350	117			350	117
Sabot .....	"	15	125			15	125		
<b>Divers</b>									
Savon .....	kg			17,08	100,4			17	100
Coiffeur .....	coupe	12,21	136	15,33	118	12,33	137	15,41	118
Journaux .....	numéro			2	100			2	100
Cinéma .....	1 <sup>re</sup> classe			40	100			40	100
Médecin .....	visite			100	100			100	100
Théâtre .....	dernière cl.	15,67	104			17	113		
Cigarettes .....	paquet			5	100			5	100
Cyclo .....	course			8,16	163			8,16	163
Instruction .....	P. Larousse			225,000	100			257,70	114
<b>Domesticité</b>									
Boys .....	1			437,000	146			492	164
<b>Indice général</b>						224		233	
								250	260

Source : Institut National de la Statistique.